

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2693

4 novembre 2008

SOMMAIRE

A.B. Laser S.à.r.l.	129218	Makeland Trading and Investments S.A.	129261
Accenture International	129264	Miro-Sport S.A.	129218
Adames S.A.	129223	Nuclobel Topco 2 S.à.r.l.	129247
AES Carly S.à r.l.	129225	Permanent Investments S.A.	129264
Ancibel S.à r.l.	129230	Pneu S.A.	129264
André Bustouristik Sàrl	129252	Pramerica Property Partners Finance S.à r.l.	129252
Apax Edison Finco S.à r.l.	129223	Restaurant Auberge Lamy II s.à.r.l.	129218
Architektur & Design S.à r.l.	129225	Sevenmice S.à r.l.	129225
Aubay	129224	TA Europe S.A.	129224
Baatz Constructions S.à.r.l.	129226	TCP France Massy Holdings S.A.	129245
Captiva Capital (Luxembourg) S.à r.l. ..	129244	TGE Gasinvestments S.A.	129231
CIMC TGE Gasinvestments S.A.	129231	Timba S.A.	129264
Cime International S.à r.l.	129223	Tobal Holding S. à r. l.	129228
DBA Lux 2	129223	Treveria Seven S.à r.l.	129262
Delarue S.A.	129224	TST George V Holdings I S.à.r.l.	129219
Dubin Investment, S.A.	129229	TST La Défense S.à r.l.	129220
Dubin Investment, S.A. S.P.F.	129229	TST La Défense S.à r.l.	129220
EuroTeleServ	129226	Universal (US) Feeder S.à r.l.	129244
Euro Trading and Services S.à r.l.	129227	Val Camonica S.A., S.P.F.	129222
Freko Echafaudages S.à r.l.	129219	Vandenberg	129218
Fruitbrokers S.A.	129224	Vectis S.à r.l.	129227
Hôtel de la Sûre SA	129247	Wäisse Rank - Lëtzebuerg	129221
Hotel Net S.à.r.l.	129225	WE Finance and Services (Luxembourg) S.à r.l.	129220
ICOMOS - Luxembourg Comité National Luxembourgeois a.s.b.l.	129250	World Fine Chemicals S.à r.l.	129222
Ile de France Investissements S.A.	129222	Xribe Finance S.à r.l.	129219
Interoute Communications Holdings S.A.	129221		
IT Funds	129231		

A.B. Laser S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1930 Luxembourg, 52, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 90.189.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 octobre 2008.

Pour REQUISITION

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2008135645/8981/16.

Enregistré à Luxembourg, le 29 octobre 2008, réf. LSO-CV08645. - Reçu 95,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080158865) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2008.

Restaurant Auberge Lamy II s.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9907 Troisvierges, 51, rue d'Asselborn.

R.C.S. Luxembourg B 102.402.

Le bilan au 31.12.2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

RESTAURANT AUBERGE LAMY II SARL

Signature

Référence de publication: 2008136156/557/14.

Enregistré à Diekirch, le 24 octobre 2008, réf. DSO-CV00237. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): J. Tholl.

(080158732) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2008.

Vandenberg, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2551 Luxembourg, 3, avenue du X Septembre.

R.C.S. Luxembourg B 25.572.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29/10/2008.

Signature.

Référence de publication: 2008135697/2584/12.

Enregistré à Luxembourg, le 27 octobre 2008, réf. LSO-CV07674. - Reçu 93,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080158724) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2008.

Miro-Sport S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5365 Munsbach, 12, Parc d'Activité Syrdall.

R.C.S. Luxembourg B 73.824.

Le bilan au 31.12.2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 octobre 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008135678/7564/12.

Enregistré à Luxembourg, le 22 septembre 2008, réf. LSO-CU06262. - Reçu 20,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080159179) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2008.

TST George V Holdings I S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 668.000,00.**

Siège social: L-1736 Senningerberg, 1B, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 95.310.

Le bilan et l'annexe au 31 décembre 2007, ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 octobre 2008.

ATOZ

Aerogolf Center - Bloc B, 1, Heienhaff, L-1736 Senningerberg

Signature

Référence de publication: 2008135673/4170/17.

Enregistré à Luxembourg, le 27 octobre 2008, réf. LSO-CV07845. - Reçu 30,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080159105) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2008.

Freko Echafaudages S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6868 Wecker, 18, Duchscherstrooss.

R.C.S. Luxembourg B 105.785.

Le bilan au 31.12.2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 octobre 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008135682/7564/12.

Enregistré à Luxembourg, le 22 septembre 2008, réf. LSO-CU06242. - Reçu 16,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080159196) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2008.

Xrube Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 111.980.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire tenue en date du 20 octobre 2008 que:

1) La démission de Messieurs Bruno BEERNAERTS, en tant que gérant de catégorie A et Alain LAM, en tant que gérant de catégorie B est acceptée.

2) Est nommé en qualité de gérant de catégorie A, Monsieur Luc GERONDAL, fiscaliste, de nationalité belge, né le 23 avril 1976 à Kinshasa (République Démocratique du Congo), demeurant professionnellement 12, rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg, son mandat prenant fin lors de l'assemblée générale statuant sur les comptes arrêtés au 31 décembre 2012.

Est nommé en qualité de gérant de catégorie B, pour la même période, Monsieur Olivier LIEGEOIS, bachelier en comptabilité, de nationalité belge, né le 27 octobre 1976 à Bastogne (Belgique), demeurant professionnellement 12, rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 octobre 2008.

Pour extrait conforme

Signature

Référence de publication: 2008135538/6312/25.

Enregistré à Luxembourg, le 28 octobre 2008, réf. LSO-CV08281. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080159367) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2008.

TST La Défense S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 3.119.600,00.**

Siège social: L-1736 Senningerberg, 1B, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 88.517.

—
RECTIFICATIF

Ce bilan et l'annexe au 31 décembre 2006 ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, modifieront le bilan 31 décembre 2006 qui a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés le 15 octobre 2007 sous le numéro L070140285.04. ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 octobre 2008.

ATOZ

Aerogolf Center, Bloc B, 1, Heienhaff, L-1736 Senningerberg

Signature

Référence de publication: 2008135650/4170/19.

Enregistré à Luxembourg, le 27 octobre 2008, réf. LSO-CV07812. - Reçu 30,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080159051) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2008.

TST La Défense S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 3.119.600,00.**

Siège social: L-1736 Senningerberg, 1B, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 88.517.

—
RECTIFICATIF

Ce bilan et l'annexe au 31 décembre 2005 ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, modifieront le bilan 31 décembre 2005 qui a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés le 27 juillet 2006 sous le numéro L060076322.04. ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 octobre 2008.

ATOZ

Aerogolf Center, Bloc B, 1, Heienhaff, L-1736 Senningerberg

Signature

Référence de publication: 2008135651/4170/19.

Enregistré à Luxembourg, le 27 octobre 2008, réf. LSO-CV07813. - Reçu 34,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080159055) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2008.

WE Finance and Services (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 4.107.471,76.**

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 57.450.

Die Gesellschaft wurde am 16. Dezember 1996 gegründet gemäss Urkunde vom Notar Alex Weber, mit Amtssitz in Niederkerschen, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations N° 143 vom 24. März 1997.

Der Jahresabschluss zum 31. Januar 2008 wurde am Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg hinterlegt.

Zum Vermerk im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Unterschrift

Ein Bevollmächtigter

Référence de publication: 2008135755/2998/16.

Enregistré à Luxembourg, le 29 octobre 2008, réf. LSO-CV08574. - Reçu 103,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080158821) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2008.

Wäisse Rank - Lëtzebuerg, Association Agricole.

R.C.S. Luxembourg F 5.118.

BILAN AU 31. DECEMBRE 2007

Actif €		Passif €	
Actifs circulant		Fonds disponibles	
Caisse liquide	-	Caisse liquide	35,44
Comptes en Banques	15 841,05	Comptes banques	14 333,18
Compte à terme	22 884,44	Compte à terme	23 777,90
Surplus de l'exercice	<u>203 085,08</u>	Compte à préavis	<u>203 664,05</u>
Balance	<u>241 810,57</u>	Balance	<u>241 810,57</u>

COMPTE DES DEPENSES ET RECETTES

Exercice clôturé le 31 décembre 2007

Dépenses €		Recettes €	
Aides Victimes	13 650,35	Héritage	221 155,41
Assurances	1 280,47	Cotisations	10 899,84
Frais adm.	2 377,07	Dons	4 964,98
Communication	2 177,02	Remise chèques	7 086,00
Frais Banque	18,30	Subsides	300,00
Publicité	2 458,73	Remboursement frais	1 157,22
Représentation	1 004,37	Intérêts crédit	7 740,25
Transferts	224 649,70	Transferts	210 649,70
Transfert à Fondation	12 923,00		
Divers	329,31		
Surplus de l'exercice	<u>203 085,08</u>		
Balance	<u>463 953,40</u>	Balance	<u>463 953,40</u>

Luxembourg, le 22.09.2008.

Certifie sincère et véritable

Pour le WRL

François de Waha / Marie-Josée Steil

Référence de publication: 2008135591/3555/35.

Enregistré à Luxembourg, le 29 octobre 2008, réf. LSO-CV08755. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080159266) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2008.

Interoute Communications Holdings S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 109.435.

Extrait de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires tenue le 12 septembre 2008

A l'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires de INTERROUTE COMMUNICATIONS HOLDINGS SA ("la société") qui s'est tenue le 12 septembre 2008, il a été décidé comme suit:

De nommer Monsieur Gareth Williams, né le 31 mars 1966 à Swansea, Pays de Galles, Royaume-Uni, résidant 4 Lucas Grange, HAYwards Heath, West Sussex, RH16 US, Rustlings, Royaume-Uni comme Administrateur de la société, pour une durée illimitée, ce avec effet immédiat.

Luxembourg, le 7 octobre 2008.

Mandaté à cet effet

Luxembourg Corporation Company SA

Signatures

Référence de publication: 2008135814/710/19.

Enregistré à Luxembourg, le 8 octobre 2008, réf. LSO-CV02833. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080158586) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2008.

Val Camonica S.A., S.P.F., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 35.734.

—
Extrait des résolutions prises par l'Assemblée Générale Ordinaire du 10 juin 2008

L'Assemblée appelle aux fonctions d'administrateur Monsieur Marco NEUEN, 40, boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg et Monsieur René SCHLIM, 40, boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg en remplacement de Monsieur Émile VOGT, 40, boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg et Monsieur Robert RECKINGER, 40, boulevard Joseph II, L-1840. Leurs mandats prendront fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes au 31 décembre 2008.

Après en avoir délibéré, l'Assemblée Générale renomme:

- Monsieur Sam RECKINGER, maître en droit, avec adresse professionnelle au 40, boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg, aux fonctions d'administrateur;

Son mandat respectif prendra fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes au 31 décembre 2013.

L'Assemblée Générale renomme comme commissaire aux comptes:

- FIDUCIAIRE DE LUXEMBOURG S.A., société anonyme, 28, boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg.

Son mandat prendra fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes au 31 décembre 2013.

COMPAGNIE FINANCIERE DE GESTION LUXEMBOURG S.A.

Boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2008135811/550/25.

Enregistré à Luxembourg, le 15 octobre 2008, réf. LSO-CV04634. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080158646) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2008.

Ile de France Investissements S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1720 Luxembourg, 6, rue Heinrich Heine.
R.C.S. Luxembourg B 57.180.

—
Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 octobre 2008.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2008135803/263/14.

Enregistré à Luxembourg, le 16 octobre 2008, réf. LSO-CV05172. - Reçu 30,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080158591) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2008.

World Fine Chemicals S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 8-10, rue Jean Monnet.
R.C.S. Luxembourg B 65.057.

—
Le bilan de la société au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 octobre 2008.

Pour la société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2008135745/5387/15.

Enregistré à Luxembourg, le 27 octobre 2008, réf. LSO-CV07847. - Reçu 18,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080158611) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2008.

Apax Edison Finco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 41, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 128.088.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2008135715/260/11.

Enregistré à Luxembourg, le 29 octobre 2008, réf. LSO-CV08499. - Reçu 24,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080159248) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2008.

Adames S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1474 Luxembourg, 5, Sentier de l'Espérance.
R.C.S. Luxembourg B 27.003.

Le bilan au 31/12/2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20/10/2008.

Pour la société

PKF Weber et Bontemps

Réviseurs d'Entreprises

Experts Comptables et Fiscaux

Signatures

Référence de publication: 2008135741/592/17.

Enregistré à Luxembourg, le 28 octobre 2008, réf. LSO-CV08106. - Reçu 16,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080159031) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2008.

Cime International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 560A, rue de Neudorf.
R.C.S. Luxembourg B 111.979.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 octobre 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008135743/799/13.

Enregistré à Luxembourg, le 27 octobre 2008, réf. LSO-CV07911. - Reçu 38,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080158613) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2008.

DBA Lux 2, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 138.875,00.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 560A, rue de Neudorf.
R.C.S. Luxembourg B 111.182.

Le bilan au 30 juin 2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2008135742/799/13.

Enregistré à Luxembourg, le 27 octobre 2008, réf. LSO-CV07912. - Reçu 26,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080158614) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2008.

Fruitbrokers S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 1, rue Goethe.
R.C.S. Luxembourg B 44.385.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Alex WEBER
Notaire

Référence de publication: 2008135829/236/11.
(080158608) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2008.

Delarue S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 8-10, rue Jean Monnet.
R.C.S. Luxembourg B 85.000.

Le bilan de la société au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 octobre 2008.

Pour la société
Signature
Un mandataire

Référence de publication: 2008135747/5387/15.
Enregistré à Luxembourg, le 27 octobre 2008, réf. LSO-CV07849. - Reçu 18,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080158605) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2008.

TA Europe S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.
R.C.S. Luxembourg B 132.096.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Euro-Suisse Audit (Luxembourg)
Signature

Référence de publication: 2008135749/636/14.
Enregistré à Luxembourg, le 28 octobre 2008, réf. LSO-CV08097. - Reçu 20,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080158602) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2008.

Aubay, Société Anonyme.

Siège social: L-8308 Capellen, 38, rue Pafebruch.
R.C.S. Luxembourg B 52.528.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007, ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

MAZARS
Signature

Référence de publication: 2008135751/1682/14.
Enregistré à Luxembourg, le 28 octobre 2008, réf. LSO-CV08017. - Reçu 28,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080158597) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2008.

Sevenmice S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9712 Clervaux, 5, rue Schloff.
R.C.S. Luxembourg B 95.491.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

SEVENMICE Sarl
5, rue Schloff, L-9712 CLERVAUX
Signature

Référence de publication: 2008136110/800511/14.

Enregistré à Diekirch, le 29 octobre 2008, réf. DSO-CV00289. - Reçu 89,0 euros.

Le Receveur (signé): J. Tholl.

(080159199) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2008.

Hotel Net S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9907 Troisvierges, 51, rue d'Asselborn.
R.C.S. Luxembourg B 102.402.

Le bilan au 31.12.2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société
HOTEL NET SARL
Signature

Référence de publication: 2008136148/557/14.

Enregistré à Diekirch, le 24 octobre 2008, réf. DSO-CV00236. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): J. Tholl.

(080158731) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2008.

Architektur & Design S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6633 Wasserbillig, 74, route de Luxembourg.
R.C.S. Luxembourg B 85.849.

Le bilan au 31.12.2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 octobre 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008135680/7564/12.

Enregistré à Luxembourg, le 22 septembre 2008, réf. LSO-CU06250. - Reçu 20,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080159191) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2008.

AES Carly S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 79.116.

Le bilan de la société au 31/12/2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société
Signature
Un mandataire

Référence de publication: 2008135424/655/14.

Enregistré à Luxembourg, le 23 octobre 2008, réf. LSO-CV06858. - Reçu 28,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080159076) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2008.

Baatz Constructions S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1912 Luxembourg, 98, rue du Grünewald.

R.C.S. Luxembourg B 29.693.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Itzig, le 14/10/2008.

Pour BAATZ CONSTRUCTIONS S.A R.L.

FIDUCIAIRE EVERARD - KLEIN S.A R.L.

Signature

Référence de publication: 2008135683/1345/15.

Enregistré à Luxembourg, le 14 octobre 2008, réf. LSO-CV04315. - Reçu 30,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080159068) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2008.

EuroTeleServ, Association sans but lucratif.

Siège social: L-6815 Luxembourg, Château de Betzdorf.

R.C.S. Luxembourg F 6.977.

L'Assemblée Générale Ordinaire du 21 février 2008 a modifié les statuts comme suit

L'Article 4 est complété par le paragraphe suivant:

EuroTeleServ pourra également proposer des services de support administratif et de gestion pour des projets de recherche et de développement au niveau national et international.

L'Association a pour objet la recherche, le développement, la production et la vente de produits et services de télécommunication et navigation ainsi que toutes activités se rattachant directement ou indirectement à cet objet ou de nature à en promouvoir la réalisation. Toutes les activités de l'Association sont et seront exclusivement à but non lucratif.

L'Article 6 est complété par le paragraphe suivant:

Les activités de EuroTeleServ incluent la nomination, la répartition et la délégation des tâches, des compétences ou droits aux organismes nationaux, privés ou publics qui pourront agir au nom de EuroTeleServ.

Le paragraphe 1^{er} de l'Article 12 est modifié comme suit:

L'association doit être administrée par un Conseil d'Administration composé d'un minimum de trois membres ordinaires (ou leurs représentants) et un maximum de dix membres ordinaires (ou leurs représentants) élus individuellement par l'Assemblée générale pour une période de trois ans. Chaque membre ordinaire de l'association ne pourra avoir qu'une personne de son organisation élue membre du Conseil d'Administration.

L'Article 13 est complété par le paragraphe suivant:

Un Conseil Consultatif composé d'un maximum de 6 membres et composé de personnes avec un bagage politique, économique ou scientifique pourra être constitué.

Les personnes du Conseil Consultatif doivent être élues pour une période maximale de trois ans afin de soutenir et de conseiller le Conseil d'Administration.

L'Article 19 est complété par le paragraphe suivant:

Les membres ordinaires (avec droit de vote) ont la possibilité de prendre des résolutions par voie circulaire de manière écrite, toute proposition devra être envoyée par courrier recommandé à chaque membre et ne devra pas inclure une proposition de modification des statuts. Une résolution ne peut être constituée, que si tous les membres ordinaires prennent part au vote par voix écrite et qu'un minimum de 50% ait voté en faveur, en tenant compte que les abstentions seront considérées comme un vote en défaveur de la proposition.

Fait à Betzdorf, le 06 octobre 2008.

EuroTeleServ a.s.b.l.

Pascal ROGUEST

Administrateur

Référence de publication: 2008135833/1958/39.

Enregistré à Luxembourg, le 24 octobre 2008, réf. LSO-CV07489. - Reçu 16,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080158668) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2008.

Vectis S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8399 Windhof, 4, rue d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 21.303.

L'an deux mille huit, le quatorze octobre.

Par-devant Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

VECTIS GROUP S.A., ayant son siège social à L-8399 Windhof, 4, rue d'Arlon,
Ici représentée par Annick Braquet, demeurant professionnellement à Luxembourg,
En vertu d'une procuration sous seing privé.

Laquelle procuration restera, après avoir été signée "ne varietur" par le comparant et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être formalisée avec elles.

Laquelle partie comparante a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

- Qu'elle est le seul et unique associé actuel de la société "VECTIS S.à r.l.", société à responsabilité limitée unipersonnelle, ayant son siège social à L-1466 Luxembourg, 12, rue Jean Engling, constituée suivant acte reçu notarié du 8 février 1984, publié au Mémorial Recueil des Sociétés et Associations C numéro 66 du 6 mars 1984, dont les statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 21 mars 2007, publié au Mémorial Recueil des Sociétés et Associations C numéro 1336 du 3 juillet 2007;

- Qu'elle a pris la résolution suivante:

Résolution unique

L'associé unique décide de transférer le siège social de L-1466 Luxembourg, 12, rue Jean Engling à L-8399 Windhof, 4 rue d'Arlon de sorte que le premier alinéa de l'article 3 des statuts aura désormais la teneur suivante:

"Le siège social est établi à Windhof."

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, il a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: A. BRAQUET et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 15 octobre 2008. Relation: LAC/2008/41914 - Reçu douze euros (12,- EUR).

Le Receveur (signé): F. SANDT.

Pour expédition conforme, délivrée à la société sur demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 octobre 2008.

Henri HELLINCKX.

Référence de publication: 2008135974/242/35.

(080158830) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2008.

E.T.S., Euro Trading and Services S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2537 Luxembourg, 19, rue Sigismond.
R.C.S. Luxembourg B 99.702.

L'an deux mille huit, le vingt octobre.

Par-devant Maître Léon Thomas dit Tom Metzler, notaire de résidence à Luxembourg.

Ont comparu:

1.- Monsieur Charles HENROTTAY, directeur commercial, né à Namur (Belgique) le 1^{er} novembre 1961, demeurant à L-1453 Luxembourg, 120, route d'Echternach;

2.- Madame Marie-France GERARD, responsable production, née à Romilly-sur-Seine (France) le 12 novembre 1970, demeurant à F-10100 Romilly-sur-Seine, 4, rue Gustave Courbet,

ici représentée par Monsieur Charles HENROTTAY, prénommé,

en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 19 octobre 2008.

Ladite procuration, après avoir été signée "ne varietur" par le comparant, agissant ès-dite qualité et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte avec lequel elle sera soumise à la formalité de l'enregistrement.

Ces comparants ont exposé au notaire instrumentant et l'ont requis d'acter ce qui suit:

I.- Ils sont les seuls associés de la société à responsabilité limitée "EURO TRADING AND SERVICES S.à r.l., en abrégé E.T.S.", ayant son siège social à L-2537 Luxembourg, 19, rue Sigismond, constituée suivant acte reçu par le notaire ins-

trumentant en date du 16 mars 2004, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C, numéro 486 du 8 mai 2004,

immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous la section B et le numéro 99.702.

II.- Le capital social est fixé à la somme de vingt mille euros (EUR 20.000.-) représenté par deux cents (200) parts sociales de cent euros (EUR 100.-) chacune, appartenant aux associés comme suit:

1) à Monsieur Charles HENROTTAY, préqualifié, cent soixante-dix parts sociales,	170
2) à Madame Marie-France GERARD, préqualifiée, trente parts sociales,	30
Total: deux cents parts sociales,	200

III.- Ces comparants, en leur qualité de seuls associés de la Société, ont requis le notaire d'acter leurs résolutions suivantes:

Première résolution

Les associés de la Société décident de dissoudre la Société et de la mettre en liquidation à compter de ce jour.

Seconde résolution

Les associés de la Société décident de nommer Monsieur Charles HENROTTAY, directeur commercial, né à Namur (Belgique) le 1^{er} novembre 1961, demeurant à L-1453 Luxembourg, 120, route d'Echternach, pour assumer les fonctions de liquidateur de la Société

Troisième résolution

Les associés de la Société décident d'attribuer au liquidateur tous les pouvoirs prévus aux articles 144 et suivants de la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales du 10 août 1915, telle que modifiée, (ci-après dénommée la "Loi")

Le liquidateur est autorisé à passer tous les actes et exécuter toutes les opérations, y compris les actes prévus à l'article 145 de la Loi.

Le liquidateur est dispensé de dresser inventaire et peut, à ce sujet, s'en référer entièrement aux écritures de la Société.

Le liquidateur peut sous sa responsabilité, pour des opérations spéciales et déterminées, déléguer à un ou plusieurs mandataires une partie de ses pouvoirs qu'il déterminera et pour la durée qu'il fixera.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société à raison du présent acte est évalué à neuf cents euros (EUR 900.-).

Dont acte, fait et passé à Luxembourg-Bonnevoie, en l'Etude, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire instrumentant par noms, prénoms usuels, états et demeures, les comparants ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: Charles HENROTTAY, Tom METZLER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 22 octobre 2008. Relation: LAC/2008/42806. - Reçu douze euros € 12.-.

Le Receveur (signé): Francis Sandt.

POUR COPIE CONFORME, délivrée sur papier libre aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg-Bonnevoie, le 28 octobre 2008.

Tom METZLER.

Référence de publication: 2008135839/222/57.

(080159173) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2008.

Tobal Holding S. à r. l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 127.537.

Le bilan et l'affectation des résultats au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 octobre 2008.

Tobal Holding S.à r.l.

Patrick van Denzen

Gérant

Référence de publication: 2008135748/683/16.

Enregistré à Luxembourg, le 27 octobre 2008, réf. LSO-CV07827. - Reçu 22,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080158603) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2008.

**Dubin Investment, S.A., Société Anonyme Soparfi,
(anc. Dubin Investment, S.A. S.P.F.).**

Siège social: L-1470 Luxembourg, 7, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 133.088.

L'an deux mil huit, le trente septembre.

Par-devant Maître Anja HOLTZ, notaire de résidence à Wiltz.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société DUBIN INVESTMENT, S.A. S.P.F., ayant siège social à L-1470 Luxembourg, 7, route d'Esch, constituée suivant acte reçu par Maître Paul BETTINGEN, notaire de résidence à Niederanven, en date du 24 septembre 2007, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 2773 du 30 novembre 2007,

Inscrite au registre du commerce et des sociétés Luxembourg sous le numéro B 133.088.

L'assemblée et ouverte à 9.45 heures sous la présidence de Madame Madeleine MEIS, demeurant à L-9647 Doncols, 96 Duerfstrooss

qui désigne comme secrétaire Mademoiselle Monique GOLDENBERG, employée privée, demeurant à Arlon (B).

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Michel HAAG, demeurant à L-9647 Doncols, 36, Bohey. Le bureau ainsi constitué, la Présidente expose et prie le notaire instrumentant d'acter :

I. Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour:

Ordre du Jour

1. Modification de la raison sociale de la société et modification subséquente de l'article 1^{er} des statuts ;
2. Modification de l'objet social de la société pour la transformer en une société de participation financière soumise à la loi du 10 août 1915 et modification subséquente des articles 4 et 21 des statuts;
3. Démission de la société à responsabilité limitée M.P.M. REAL ESTATE Sàrl de son poste d'administrateur et d'administrateur-délégué avec décharge,
4. Nomination de Madame Madeleine MEIS en tant qu'administrateur, Présidente du conseil d'administration et administrateur-délégué.

II. Les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence. Cette liste de présence, après avoir été signée " ne varietur " par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée aux présentes, avec lesquelles elle sera enregistrée.

III. Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV. Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est constituée régulièrement et peut valablement délibérer, telle qu'elle est constituée, sur les points de l'ordre du jour.

Ces faits étant reconnus exacts par l'assemblée, le Président expose les raisons qui ont amené le conseil d'administration à proposer les points figurant à l'ordre du jour.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de modifier la dénomination de la société pour lui donner le nom de DUBIN INVESTMENT, S.A. et modifie en conséquence l'article 1^{er} des statuts comme suit:

" **Art. 1^{er}** . Il existe une société anonyme sous la dénomination de " DUBIN INVESTIRENT, S.A. "

Seconde résolution

L'assemblée générale des actionnaires décide de transformer la société en une société de participation financière régie par la loi du 10 août 1915 et de modifier en conséquence, les articles 4 et 21 des statuts qui prendront dès lors la teneur suivante:

" **Art. 4.** La société a pour objet la prise de participations sous quelque forme que ce soit dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière, de valeurs mobilières de toutes espèces, la gestion et la mise en valeur du portefeuille qu'elle possédera, l'acquisition, la cession, la mise en valeur de brevets et de licences y rattachées.

La société peut prêter et emprunter avec ou sans garantie, elle peut participer à la création et ou développement de toutes sociétés et leur prêter tous concours.

D'une façon générale, elle peut prendre toutes mesures de contrôle, de surveillance et de documentation et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement ou au développement de son objet.

Art. 21. Disposition générale. La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ses modifications ultérieures trouvera son application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents statuts "

Troisième résolution

L'assemblée accepte la démission de la société M.P.M. REAL ESTATE Sàrl en tant qu'administrateur, et lui accorde pleine et entière décharge pour l'exécution de son mandat jusqu'à ce jour.

Quatrième résolution

L'assemblée décide de nommer Madame Madeleine MEIS, demeurant à L-9647 Doncols, Duerfstrooss, 96, en tant qu'administrateur, jusqu'à l'assemblée générale de l'année 2013.

Réunion du conseil d'administration

Et à l'instant se sont réunis les membres du conseil d'administration de la société " DUBIN INVESTMENT SA " ;

1) La société PAT HOLDING S.A., avec siège social à L-140 Luxembourg, 7, route d'Esch, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 60.306, ici représentée par son administrateur-délégué, Madame Madeleine MEIS prénommée,

2) La société ADAMAS S.A., avec siège social à L-140 Luxembourg, 7, route d'Esch, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 33.450, ici représentée par son administrateur-délégué, Madame Madeleine MEIS prénommée,

3) Madame Madeleine MEIS, administrateur de société, née à Bastogne (B) le 19 avril 1945, demeurant à L-9647 Doncols, 96, Duerfstrooss.

Lesquels membres présents ou représentés après avoir déclaré se considérer comme dûment convoqués ont pris à l'unanimité les résolutions suivantes : Le conseil d'administration accepte la démission de la société M.P.M. REAL ESTATE Sàrl en tant qu'administrateur-délégué et Président du conseil d'administration.

De l'accord de l'assemblée générale des actionnaires ils désignent Madame Madeleine MEIS prénommée comme administrateur-déléguée et Présidente du conseil d'administration, son mandat prenant fin lors de l'assemblée générale de l'an 2013.

Frais

Le montant des dépens, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte s'élèvent approximativement à 1.000.-EUR.

Dont acte, fait et passé à Wiltz, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants connus du notaire instrumentant par noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont signé avec le notaire.

Signé: M. Meis, M. Haag, M. Goldenberg, Anja Holtz.

Enregistré à Wiltz, le 30 septembre 2008, WIL/2008/869. - Reçu douze Euros = 12 €.

Le Receveur (signé): J. Pletschette.

Pour expédition conforme, délivrée sur papier libre à la société aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Wiltz, le 20 octobre 2008.

Anja HOLTZ.

Référence de publication: 2008135948/2724/93.

(080159100) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2008.

Ancibel S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3377 Leudelange, 13, rue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 101.171.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29/10/2008.

ANCIBEL sàrl

13, rue de la Gare, L-3377 Leudelange

Virginie Clerici

Référence de publication: 2008135822/6478/15.

Enregistré à Luxembourg, le 27 octobre 2008, réf. LSO-CV07887. - Reçu 107,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080158730) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2008.

IT Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 70.453.

Le bilan au 30 juin 2008 ainsi que l'affectation du résultat ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 octobre 2008.

Pour IT FUNDS

Banque Degroof Luxembourg S.A.

Agent domiciliataire

Jean-Michel GELHAY / Martine VERMEERSCH

Directeur / Sous-Directeur

Référence de publication: 2008135703/34/18.

Enregistré à Luxembourg, le 27 octobre 2008, réf. LSO-CV07877. - Reçu 78,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080158661) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2008.

**CIMC TGE Gasinvestments S.A., Société Anonyme,
(anc. TGE Gasinvestments S.A.).**

Siège social: L-8009 Strassen, 43, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 137.648.

In the year two thousand and eight, on the eighteenth day of the month of September.

Before Maître Joseph Elvinger, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared M^e Carole Winandy, Avocat, residing in Luxembourg as proxyholder on behalf of Gasfin Investment S.A., a société anonyme having its registered office at 43, route d'Arlon, L-8009 Strassen and registered with the Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg under number B 137.366, incorporated on 11th March 2008 by deed of notary Maître Joseph Elvinger, published in the Mémorial C, Recueil des sociétés et Associations (the "Mémorial") number 999 on 23rd April 2008, being the sole shareholder of "TGE Gasinvestments S.A." (the "Company"), a société anonyme having its registered office at 43, route d'Arlon, L-8009 Strassen and registered with the Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg under number B 137.648, incorporated on 21st March 2008 by deed of notary Maître Joseph Elvinger, published in the Mémorial C, Recueil des sociétés et Associations (the "Mémorial") number 1086 on 2nd May 2008.

The proxyholder declared and requested the notary to record that:

1. The sole shareholder holds all five hundred (500) shares in issue in the Company, so that the decisions can validly be taken by it on the below items on the agenda.

2. That the items of the agenda on which resolutions are to be passed are as follows:

(1) Change of the corporate name of the Company from currently "TGE Gasinvestments S.A." to "CIMC TGE Gasinvestments S.A."

(2) Amendment of the corporate object of the Company to read as follows:

"The Company's purpose is to take participations, in any form whatsoever, in any commercial, industrial, financial or other, Luxembourg or foreign enterprises; to acquire any securities and rights through participation, contribution, underwriting, firm purchase or option, negotiation or in any other way and to acquire patents and licenses; to manage and develop any of them; to grant to enterprises in which the Company has an interest or which forms part of the group of companies to which the Company belongs, any assistance, loans, advances or guarantees; finally to perform any operation which is directly or indirectly related to its purpose.

The Company may borrow in any form and proceed to the issue of bonds, preferred equity certificates and debentures in any form. The Company may issue any form of certificates or other securities.

The Company can perform all commercial, technical and financial operations, connected directly or indirectly in all areas as described above in order to facilitate the accomplishment of its purpose."

(3) Amendment and restatement of the articles of incorporation of the Company, in particular without limitation in order to include the amendments pursuant to the items hereabove, substantially in the form attached in the proxy, the proxyholder being however expressly authorised and empowered to make and agree to such changes and amendments as deemed appropriate.

(4) Appointment of the following persons as new class A members and directors of the board of directors of the Company with effect on 19th September 2008 for a period ending at the annual general meeting of the shareholders to be held in 2011

- Mr Zhao Qingsheng, senior engineer, born on 3rd October 1952 in Beijing (People's Republic of China), professionally residing at CIMC R&D Center, No. 2 Gangwan Avenue, Shekou Industrial Zone, Shenzhen, Guangdong, PRC (postal code 518067);

- Mr Jin Yongsheng, PRC lawyer, born on 11th February 1964 in Tianjin (People's Republic of China), professionally residing at CIMC R&D Center, No. 2 Gangwan Avenue, Shekou Industrial Zone, Shenzhen, Guangdong, PRC (postal code 518067)

and confirmation of the appointment of

- Mr Vladimir Puklavac, engineer, born on 27th July 1943 in Varazdin, Croatia, professionally residing in Mildred-Scheel Str., 1, D-53175 Bonn Germany, appointed as class B member and director of the board of directors for a period ending at the annual general meeting of the shareholders to be held in 2011 (instead of 2013 as initially appointed at incorporation).

After deliberation, the meeting unanimously took the following resolutions:

First resolution

The meeting resolved to change the corporate name of the Company from "TGE Gasinvestments S.A." to "CIMC TGE Gasinvestments S.A."

Second resolution

The meeting resolved to amend the corporate object of the Company as per item 2 of the agenda.

Third resolution

The meeting resolved to amend and restate the articles of incorporation of the Company, in particular without limitation in order to include the amendments pursuant to the items hereabove, as per item 3 of the agenda, so as to read as follows:

Art. 1. Form, Name. There is hereby established among the owners of the shares a Company in the form of a société anonyme, under the name of "CIMC TGE Gasinvestments S.A." (the "Company").

Art. 2. Duration. The Company is established for an unlimited duration. The Company may be dissolved at any time by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these Articles as prescribed in Article 19 hereof.

Art. 3. Object. The Company's purpose is to take participations, in any form whatsoever, in any commercial, industrial, financial or other, Luxembourg or foreign enterprises; to acquire any securities and rights through participation, contribution, underwriting, firm purchase or option, negotiation or in any other way and to acquire patents and licenses; to manage and develop any of them; to grant to enterprises in which the Company has an interest or which forms part of the group of companies to which the Company belongs, any assistance, loans, advances or guarantees; finally to perform any operation which is directly or indirectly related to its purpose.

The Company may borrow in any form and proceed to the issue of bonds, preferred equity certificates and debentures in any form. The Company may issue any form of certificates or other securities.

The Company can perform all commercial, technical and financial operations, connected directly or indirectly in all areas as described above in order to facilitate the accomplishment of its purpose.

Art. 4. Registered office. The registered office of the Company is established in Strassen. The registered office may be transferred within the municipality of Strassen by decision of the board of directors. Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of the board of directors.

In the event that the board of directors determines that extraordinary, political, economic, or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg Company.

Art. 5. Capital - Shares and share certificates. The issued capital of the Company is set at fifty thousand Euro (€ 50,000) divided into 300 class A-shares and 200 class B-shares, each with a nominal value of one hundred Euro (€ 100) (the class A-shares and the class B-shares, together the "shares").

Shares will be in registered form.

The Company shall consider the person in whose name the shares are registered in the register of shareholders as the full owner of such shares.

Certificates stating such inscription may be delivered to the shareholder.

The Company may redeem its own shares within the limits set forth by law.

Art. 5bis. Transfer of shares and transfer restriction.

5bis. 1 Lock-up Period

No shareholder may, until the expiration of 5 years from 1st July 2008, transfer to any third party any of its shares.

5bis. 2 Pre-emption right

Thereafter, any transfer of class A-shares or class B-shares other than a transfer permitted by these Articles shall be subject to a pre-emption right in favour of the B-Shareholders or A-Shareholders as set out herein (the "Pre-emption Right"). In the event that an A-Shareholder or B-Shareholder (the "Transferring Holder") wishes to transfer all or part of its shares to a third party on arm's length terms, the Transferring Holder must first notify, by registered mail with acknowledgment of receipt, the B-Shareholders or A-Shareholders (the "Non-Transferring Holders") (with a copy to the chairman of the board of directors of such contemplated transfer in a written notice (the "Transfer Notice") setting forth (i) the name and address of the proposed transferee (the "Proposed Transferee"), (ii) the number of class A-shares or class B-shares to be transferred (the "Offered Shares"); (iii) the price, and all other terms at which the contemplated transfer of the Offered Shares is to be made (the "Offered Price"), (iv) any representations and warranties to be given by the Transferring Holders and (v) any other useful information and must contain a copy of the proposed transfer agreement or other deed.

The Non-Transferring Holders shall have thirty (30) Business Days from the date of receipt of the Transfer Notice to send a notice to the Transferring Holder, and for information purposes only to the chairman of the board of directors, indicating that it unconditionally exercises its Pre-emption Right (the "Exercise Notice"). The Pre-emption Right shall be exercised for all of its Offered Shares on the terms and conditions described in the Transfer Notice.

If the Non-Transferring Holders do not exercise their Pre-emption Right within the period set forth above, the Transferring Holder may sell the Offered Shares to the Proposed Transferee provided it concludes the sale within the following three months and provided that the sale shall not be made at a price which is lower than and/or subject to terms and conditions which are materially different to that and those set forth in the Transfer Notice.

If the price or part of the price set forth in the Transfer Notice is not in cash or cash equivalent, the price of the Offered Shares shall be equal to the Fair Market Value of any consideration proposed to be paid by the Proposed Transferee.

5bis. 3 - Permitted Transfers

Notwithstanding the provisions of Articles 5bis.1 and 5bis.2 above, shares in the Company may be transferred by one shareholder to an Affiliate of that shareholder.

5bis. 4 General

Any transfer of shares made in violation of the foregoing will not be recognized by and will not be effective vis-à-vis the Company and any of its shareholders.

No shares may be transferred to any person unless the transferring shareholders simultaneously transfer to the same person, the same proportion of other securities issued by the Company and held by the transferring shareholder.

Furthermore no shares, no other securities issued by the Company may be transferred to any person, unless the person to whom such shares or other securities are transferred becomes a party to any shareholders' agreement which may exist from time to time.

Transfers of shares made in accordance with the aforementioned provisions shall be effected by a declaration of transfer inscribed in the register of shareholders, dated and signed by the transferor and the transferee or by their duly authorised representatives provided that the Company may accept and enter in the register any transfer made in accordance with the aforementioned provisions on the basis of correspondence or other documents recording the agreement between the transferor and the transferee, provided that the Company shall refuse to record any transfer made in violation of any transfer restrictions which may exist from time to time.

Art. 6. Increase of capital. The issued capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these Articles, as prescribed in Article 19 hereof.

Art. 7. Meetings of shareholders - General.

7.1 General

Any regularly constituted meeting of shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company. If and so long as the Company is composed of a single shareholder, the latter exercises the powers granted by law to the general meeting of shareholders.

7.2 Notice of Meeting and Quorum

The time required by law shall govern the notice for and conduct of the meetings of shareholders of the Company, unless otherwise provided herein.

Except as otherwise required by law or provided for herein, a meeting of shareholders shall not validly deliberate unless at least one half of the capital is represented.

If all of the shareholders are present or represented at a meeting of shareholders, and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice or publication.

7.3 Voting

Each share is entitled to one vote. A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing another person as his proxy in writing, by fax, cable, telegram, telex or, provided the genuineness thereof is established, electronic transmission.

Any shareholder may participate and vote in any meeting of shareholders by videoconference or by way of similar means of communications allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another and to communicate with one another. The participation in or the holding of, a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting or the holding of a meeting in person.

Except as otherwise required by law or provided for herein, resolutions at a meeting of shareholders duly convened will be passed by a simple majority of the votes cast (blank and invalid votes not being counted).

The board of directors may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders or other persons for them to take part in any meeting of shareholders.

7.4 Specific Majorities

In addition to the quorum and majority requirements provided for by law, the following matters require the consent of at least one A-Shareholder and one B-Shareholder:

(i) any issue of securities or shares of the Company except any increase of share capital required to recreate the minimum capital requirement of a Luxco Group Company under any applicable laws (but then only up to such minimum amount);

(ii) any amendment to these Articles other than as required to reflect a capital increase which is permitted in accordance with paragraph (i) above or which is required to comply with applicable laws from time to time;

(iii) except in connection with an Exit, the merger, demerger or liquidation of the Company.

Art. 8. Annual general meeting of shareholders. The annual general meeting of shareholders shall be held, in accordance with Luxembourg law at the registered office of the Company, or at such other place in the municipality of the registered office of the Company as may be specified in the notice of meeting on the 21st day of the month of May in each year at 3 p.m.

If such day is not a bank business day in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following bank business day. The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgement of the board of directors, exceptional circumstances so require.

Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

Art. 9. Board of directors. The Company shall be managed by a board of directors composed of three members who need not be shareholders of the Company. As long as the Company has only one shareholder or where it has been established at a general meeting of shareholders that the Company has a single shareholder, the board of directors can be made up by one member until the ordinary general meeting following the establishment of the existence of more than one shareholder. If a legal entity is appointed as director, a permanent representative shall be appointed by such legal entity in order to exercise its duties and act for and on behalf of such legal entity.

The directors shall be elected by the shareholders as described below for a period of maximum six years and shall hold office until their successors are elected.

The directors shall be appointed as follows:

(i) two class A-Directors upon proposal by the A-Shareholders; and

(ii) for as long as there are any class A-shares and class B-shares, one sole class B-Director upon proposal by all the B-Shareholders together.

A director may be removed with or without cause only by a resolution adopted by the shareholders.

In the event of a vacancy in the office of a director because of death, retirement or otherwise, the remaining directors may elect, by majority vote, a director to fill such vacancy on a provisional basis provided that the appointment shall be made in compliance with the paragraph above describing the appointment process by the shareholders. In such case, the general meeting shall make the final appointment at the next meeting. The appointed director shall serve the term of office of the director whom he replaces.

Art. 10. Procedures of meeting of the board of directors. The board of directors shall choose from among its A-Directors a chairman and may choose from among its directors a vice-chairman. It may also choose a secretary, who need not be a director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meeting of the board of directors and of the shareholders.

The board of directors shall meet upon call by the chairman or two directors at the place indicated in the notice of meeting.

The chairman shall preside at all meetings of shareholders and of the board of directors, but in his absence the shareholders or the board of directors may appoint among its A-Directors another chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

Written notice of any meeting of the board of directors shall be given to all directors at least twenty-four hours in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meetings. This notice may be waived by the consent in writing or by fax or telegram or telex of each director. Separate notice shall not be required for meetings at which all the directors are present or represented and have declared that they had prior knowledge of the agenda as well as for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the board of directors.

Any director may act at any meeting of the board of directors by appointing in writing or by fax, cable, telegram, telex or, provided the genuineness thereof is established, electronic transmission, another director as his proxy.

The board of directors can deliberate or act validly only if at least a majority of the directors, i.e. two directors, is present or represented at a meeting of the board of directors.

Should such quorum not be constituted at any meeting, the relevant meeting shall be adjourned to such day and such time and place as the directors may determine, at which meeting the above-mentioned quorum shall also apply.

Decisions shall be taken by a majority of the votes of at least two directors present or represented at such meeting.

On each resolution, each director shall have one vote and, in the case of equality of votes, the chairman shall have a casting vote.

Abstentions shall not be considered as a vote.

In respect of a resolution arising at any meeting of the board of directors on the following matters, the unanimous consent of all the directors in office shall be required:

the acquisition by any Luxco Group Company of a company or business (a) which does not primarily operate in the onshore sector or (b) which is based outside of the countries in which the Target Group then operates, or (c) if the acquisition would result in sales exceeding 20% of the Luxco Group's turnover;

except as otherwise agreed among the shareholders, the entering into of any transaction between any Luxco Group Company on the one hand and the A-Shareholders or B-Shareholders, any A-Shareholder or B-Shareholder or any board member or employee thereof, or any Affiliate of the foregoing, on the other hand;

selection of three international reputable valuers as provided under the definition of "Fair Market Value";

the sale or disposal of any participation of the Company in the Target Group.

In the event that any director or officer of the Company may have any interest in any transaction of the Company (other than that arising by virtue of serving as a director, officer or employee in the other contracting party) conflicting with that of the Company, such director or officer shall make known to the board of directors such interest and shall not consider, or vote on such transactions, and such director's or officer's interest therein shall be reported to the next succeeding meeting of shareholders, as a result thereof neither the presence nor the vote, if any, of such director shall count respectively for the sake of quorum of presence and majority required for the decision making process.

Any director may participate in any meeting of the board of directors by conference-call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another and to communicate with one another. A meeting may also be held by conference call only. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

The board of directors may pass resolutions on one or several similar documents by circular means provided that such document(s) be approved and signed by all the directors and circulated by cable, telegram, telex or facsimile or any other similar means of communications. The entirety will form the minutes giving evidence of the resolution.

Art. 11. Minutes of meetings of the board of directors. The minutes of any meeting of the board of directors shall be signed by the chairman or, in his absence, by the chairman pro tempore who presided at such meeting or two directors.

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman, by the secretary or by two directors.

Art. 12. Powers of the board of directors. The board of directors is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the Company's interests. All powers not expressly reserved by law or by the present articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the board of directors.

The board of directors may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company and the representation of the Company for such management and affairs to any A-Director or A-Directors who may constitute committees deliberating under such terms as the board shall determine. It may also confer all powers and special mandates to any persons who need not be directors, appoint and dismiss all officers and employees and fix their emoluments.

Art. 13. Binding signatures. The Company will be bound by the joint signature of two directors of the Company or by the joint or single signature of any person or persons to whom such signatory power shall have been delegated by the board of directors.

Art. 14. Statutory Auditor. The operations of the Company shall be supervised by a statutory auditor who need not be a shareholder. The statutory auditor shall be elected by the annual general meeting of shareholders for a period ending at the date of the next annual general meeting of shareholders.

The statutory auditor in office may be removed at any time by the shareholders with or without cause.

Art. 15. Remuneration of the board of directors. The directors may receive fees in that capacity. The type of remuneration and the amount of the fees payable to the directors are determined by the general meeting of shareholders of the Company.

Art. 16. Accounting year. The accounting year of the Company shall begin on the first day of January of each year and shall terminate on the last day of December of the same year.

Art. 17. Appropriation of profits. From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) shall be allocated to the reserve required by law. This allocation shall cease to be required as soon and as long as such surplus reserve amounts to ten per cent (10%) of the subscribed capital of the Company.

The general meeting of shareholders, upon recommendation of the board of directors, shall determine how the remainder of the annual net profits shall be disposed of and may, without ever exceeding the amounts proposed by the board of directors, declare dividends from time to time. Each class of shares shall participate pro rata in all dividends or other distributions.

Interim dividends may be distributed, subject to the conditions laid down by law, upon decision of the board of directors.

The dividends declared may be paid in any currency selected by the board of directors and may be paid at such places and times as may be determined by the board of directors.

The board of directors may make a final determination of the rate of exchange applicable to translate dividend funds into the currency of their payment.

A dividend declared but not paid on a share during five years cannot thereafter be claimed by the holder of such share, shall be forfeited by the holder of such share, and shall revert to the Company.

No interest will be paid on dividends declared and unclaimed which are held by the Company on behalf of holders of shares.

Art. 18. Dissolution and liquidation. In the event of a dissolution of the Company, liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) named by the meeting of shareholders effecting such dissolution and which shall determine their powers and their compensation. Each class of shares shall participate pro rata in all liquidation distributions.

Art. 19. Amendment of Articles. Subject to Article 7.4, these Articles may be amended from time to time by a meeting of shareholders, subject to the quorum and voting requirements provided by the laws of Luxembourg.

Art. 20. Governing law. All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the law of August tenth, nineteen hundred and fifteen on commercial companies, as amended.

Art. 21. Definitions. The following words and expressions shall have the meaning given to them below:

" **A-Director** " means any director of the Company appointed by the general meeting of shareholders upon proposal of the A-Shareholders and designated by the general meeting of shareholders as A-Director;

" **Affiliate** " means with respect to any person any other person Controlling, Controlled by or under common control with such first-mentioned person;

" **Articles** " means the articles of association of the Company, as amended from time to time;

" **A-Shareholder** " means any holder of class A-shares;

" **B-Director** " means any director of the Company appointed by the general meeting of shareholders upon proposal of the B-Shareholders and designated by the general meeting of shareholders as B-Director;

" **B-Shareholder** " means any holder of class B-shares;

" **Business Day** " means a day, excluding Saturdays and Sundays, on which banks are generally open in Luxembourg for normal banking business;

" **Control** ", " **Controlled** " and " **Controlling** " shall be interpreted in accordance with the definition set out in article 309 of the Luxembourg law of 10 August 1915 on commercial companies (as amended);

" **Exit** " means any transaction which has the effect of realising the shareholders' investment either directly or indirectly (including, without limitation, a sale or an initial public offering on a recognised investment exchange of any equity securities of any Luxco Group Company but not including any transfer of securities which is permitted under these Articles);

" **Fair Market Value** " means the amount determined by the board of directors acting in good faith, as being the fair market value of the security or other assets in question, provided that if the decision is not taken with the unanimous vote of all the directors, the board of directors shall appoint an independent auditor (who to this end shall deliver a fairness opinion on the value determined by the board of directors) from a list of three international reputable independent

auditors. The evaluation contained in the fairness opinion shall be final and the relevant costs shall be borne (i) by the Company if the fairness opinion determines a Fair Market Value which is more than 5% more or less than the value determined by the board of directors, and (ii) in any other case by the dissenting person;

" **Group** ", in relation to a person, means that person and any person Controlled by it, or under its Control, from time to time;

" **Luxco Group** " means the Company and any member of its Group from time to time;

" **Luxco Group Company** " means any member of the Luxco Group;

" **Target** " means TGE Gas Engineering GMBH, a company incorporated in Germany, whose registered office is at Mildred-Scheel-Str., 1, D-53175 Bonn, registered with the commercial register of the Bonn Local Court under HRB No. 15567;

" **Target Group** " means Target and its subsidiaries from time to time.

Fourth resolution

The meeting resolved to appoint the following persons as new class A members and directors of the board of directors of the Company with effect on 19th September 2008 for a period ending at the annual general meeting of the shareholders to be held in 2011

- Mr Zhao Qingsheng, senior engineer, born on 3rd October 1952 in Beijing (People's Republic of China), professionally residing at CIMC R&D Center, No. 2 Gangwan Avenue, Shekou Industrial Zone, Shenzhen, Guangdong, PRC (postal code 518067);

- Mr Jin Yongsheng, PRC lawyer, born on 11th February 1964 in Tianjin (People's Republic of China), professionally residing at CIMC R&D Center, No. 2 Gangwan Avenue, Shekou Industrial Zone, Shenzhen, Guangdong, PRC (postal code 518067)

and confirmation of the appointment of

- Mr Vladimir Puklavec, engineer, born on 27th July 1943 in Varazdin, Croatia, professionally residing in Mildred-Scheel Str., 1, D-53175 Bonn, Germany, appointed as class B member and director of the board of directors for a period ending at the annual general meeting of the shareholders to be held in 2011 (instead of 2013 as initially appointed at incorporation).

Expenses

The costs, expenses, remuneration or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at two thousand Euro.

The undersigned notary, who understands and speaks English, herewith states that at the request of the party hereto these minutes are drafted in English followed by a German translation; at the request of the same appearing person in case of divergences between the English and German version, the English version will be prevailing.

Done in Luxembourg, on the day before mentioned.

After reading this deed the proxyholder signed together with the notary the present deed.

Folgt die deutsche Übersetzung des vorhergehenden Textes:

Im Jahre zweitausendundacht, am achtzenden Tag des Monats September.

Vor dem unterzeichnenden Notar Maître Joseph Elvinger, mit Amtssitz in Luxemburg, Grossherzogtum Luxemburg.

Erschien M^e Carole Winandy, Avocat, mit Wohnsitz in Luxemburg, als Bevollmächtigter der Gasfin Investment S.A., eine société anonyme mit Gesellschaftssitz in 43, route d'Arlon, L-8009 Strassen, eingetragen beim Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg unter der Nummer B 137.366, gegründet am 11. März 2008 durch Urkunde des Notars Maître Joseph Elvinger, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (das "Memorial") Nummer 999 am 23. April 2008, alleiniger Aktionär der "TGE Gasinvestments S.A." (die "Gesellschaft"), eine société anonyme mit Gesellschaftssitz in 43, route d'Arlon, L-8009 Strassen, eingetragen beim Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg unter der Nummer B 137.648, gegründet am 21. März 2008 durch Urkunde des Notars Maître Joseph Elvinger, veröffentlicht im Memorial Nummer 1086 am 2. Mai 2008.

Der Bevollmächtigte erklärt und ersucht den Notar folgendes zu beurkunden:

1. Der alleinige Aktionär hält alle fünfhundert (500) ausgegebenen Aktien, so dass rechtsgültig über alle Punkte der Tagesordnung entschieden werden kann.

2. Die Tagesordnung der Versammlung setzte sich wie folgt zusammen:

(1) Abänderung des Namens der Gesellschaft, vom aktuellen Namen "TGE Gasinvestments S.A." in "CIMC TGE Gasinvestments S.A.".

(2) Abänderung des Geschäftszweckes der Gesellschaft wie folgt:

"Der Zweck der Gesellschaft ist es Anteile zu nehmen, in jeder möglichen Form, in jeder kommerziellen, industriellen, finanziellen oder anderen, luxemburgischen oder ausländischen Gesellschaft; beliebige Wertpapiere oder Rechte durch Teilnahme, Beitrag, Emissionsgarantie, Gesellschafts Kauf oder -option, Verhandlung oder auf eine andere Art zu erwerben und Patente und Lizenzen zu erwerben; solche zu verwalten und zu entwickeln; Gesellschaften, in denen die Gesellschaft

ein Interesse hat oder welche einen Teil der Gesellschaftsgruppe bilden zu welcher die Gesellschaft gehört, Unterstützung, Darlehen, Vorschüsse oder Garantien gewähren; schlussendlich alle Tätigkeiten, welche direkt oder indirekt mit dem Gesellschaftszweck verbunden sind, auszuführen.

Die Gesellschaft kann in jeglicher Form Kredit aufnehmen und die Ausgabe von Obligationen, Vorzugskapitalzertifikate und Schuldscheinen in jeder Form ausführen. Die Gesellschaft kann jede Form von Zertifikaten oder anderen Wertpapieren ausgeben.

Die Gesellschaft kann alle kommerziellen, technischen und finanziellen, direkt oder indirekt mit allen zuvor beschriebenen Bereichen verbundenen Tätigkeiten ausführen, um die Erfüllung ihres Gesellschaftszwecks zu vereinfachen."

(3) Abänderung und Neuformulierung der Satzung der Gesellschaft, insbesondere ohne darauf beschränkt zu sein, die oben genannten Änderungen vorzunehmen, im Wesentlichen in der gleichen Form wie in der angehängten Vollmacht, mit der Erlaubnis und Ermächtigung des Bevollmächtigten, die erforderlichen Änderungen und Ergänzungen vorzunehmen und zu bewilligen.

(4) Ernennung der folgenden Personen als neue Klasse-A Mitglieder und Mitglieder des Verwaltungsrates der Gesellschaft, mit Wirkung zum 19. September 2008, für eine Dauer von drei Jahren, endend während der jährlichen Generalversammlung der Aktionäre, welche 2011 abgehalten wird:

- Herr Zhao Qingsheng, Oberingenieur, geboren am 3. Oktober 1952 in Beijing (Volksrepublik China), geschäftsansässig in CIMC R&D Center, No. 2 Gangwan Avenue, Shekou Industrial Zone, Shenzhen, Guangdong, PRC (Postleitzahl 518067);

- Herr Jin Yongsheng, PRC Anwalt, geboren am 11. Februar 1964 in Tianjin (Volksrepublik China), geschäftsansässig in CIMC R&D Center, No. 2 Gangwan Avenue, Shekou Industrial Zone, Shenzhen, Guangdong, PRC (Postleitzahl 518067)

und Bestätigung der Ernennung von

- Herr Vladimir Puklavec, Diplomingenieur, geboren am 27. Juli 1943 in Varazdin, Kroatien, geschäftsansässig in Mildred-Scheel Str., 1, D-53175 Bonn, Germany, als Klasse-B Mitglied und Mitglied des Verwaltungsrates ernannt, für eine Periode endend während der jährlichen Generalversammlung der Aktionäre, welche 2011 abgehalten wird.

Folgende Entscheidungen wurden durch den alleinigen Gesellschafter getroffen:

Erster Beschluss

Es wird beschlossen, den Namen der Gesellschaft von "TGE Gasinvestments S.A." in "CIMC TGE Gasinvestments S.A." abzuändern.

Zweiter Beschluss

Es wird beschlossen, den Geschäftszweck der Gesellschaft, gemäß Punkt 2 der Tagesordnung, abzuändern.

Dritter Beschluss

Es wird beschlossen die Gründungssatzung der Gesellschaft, insbesondere und ohne auf die oben genannten Änderungen beschränkt zu sein, gemäß Punkt 3 der Tagesordnung, wie folgt vollständig abzuändern und neu zu formulieren:

Artikel 1 - Form, Name. Hiermit wird zwischen den Aktienbesitzern eine Gesellschaft in der Form einer société anonyme, unter dem Namen "CIMC TGE Gasinvestments S.A.", gegründet (die "Gesellschaft").

Artikel 2 - Dauer. Die Gesellschaft ist auf unbegrenzte Dauer gegründet.

Die Gesellschaft kann zu jeder Zeit durch einen Beschluss der Aktionäre aufgelöst werden, der unter Einhaltung der Bestimmungen über Änderungen dieser Satzung, wie sie in Artikel 19 hiervon festgelegt sind, angenommen wird.

Artikel 3 - Gesellschaftszweck. Der Zweck der Gesellschaft ist es Anteile zu nehmen, in jeder möglichen Form, in jeder kommerziellen, industriellen, finanziellen oder anderen, luxemburgischen oder ausländischen Gesellschaft; beliebige Wertpapiere oder Rechte durch Teilnahme, Beitrag, Emissionsgarantie, festen Ankauf oder Option, Verhandlung oder auf jegliche andere Art zu erwerben, ebenso wie Patente und Lizenzen zu erwerben; solche zu verwalten und zu entwickeln; Gesellschaften, in denen die Gesellschaft ein Interesse hat oder welche Teil der Gesellschaftsgruppe sind, zu der die Gesellschaft gehört, Unterstützung, Darlehen, Vorschüsse oder Garantien zu gewähren; schlussendlich alle Handlungen, die direkt oder indirekt mit dem Gesellschaftszweck verbunden sind, auszuführen. Die Gesellschaft kann in jeglicher Form ausleihen und die Ausgabe von Obligationen, Vorzugskapitalzertifikaten und Schuldscheinen in jeder Form ausführen. Die Gesellschaft kann jede Form von Zertifikaten oder anderen Titeln ausgeben.

Die Gesellschaft kann alle kommerziellen, technischen und finanziellen, direkt oder indirekt mit allen zuvor beschriebenen Bereichen verbundenen Tätigkeiten ausführen um die Erfüllung ihres Gesellschaftszwecks zu vereinfachen.

Artikel 4 - Eingetragener Sitz. Der eingetragene Sitz der Gesellschaft befindet sich in Strassen. Der Sitz kann innerhalb der Ortschaft Strassen durch Entscheidung des Verwaltungsrates verlegt werden. Niederlassungen oder andere Geschäftsstellen können entweder im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland durch Beschluss des Verwaltungsrates errichtet werden.

Falls der Verwaltungsrat feststellt, dass außerordentliche, politische, wirtschaftliche, oder soziale Ereignisse vorgekommen sind oder unmittelbar bevorstehen, die den gewöhnlichen Geschäftsverlauf der Gesellschaft an ihrem eingetragenen Sitz oder die Kommunikation zwischen diesem Sitz und im Ausland befindlichen Personen beeinträchtigen, kann der eingetragene Sitz vorübergehend bis zur vollständigen Beendigung dieser außergewöhnlichen Umstände ins Ausland

verlegt werden; solche vorläufigen Maßnahmen lassen jedoch die Nationalität der Gesellschaft unberührt, die ungeachtet der vorläufigen Verlegung weiterhin eine luxemburgische Gesellschaft bleibt.

Artikel 5 - Kapital - Aktien und Aktienzertifikate. Das ausgegebene Gesellschaftskapital beträgt fünfzigtausend Euro (€ 50.000) und ist in 300 Klasse A-Aktien und 200 Klasse B-Aktien eingeteilt, jede mit einem Nennwert von einhundert Euro (€ 100) (die Klasse A-Aktien und die Klasse B-Aktien, zusammen die "Aktien").

Die Aktien werden als Namensaktien ausgegeben.

Die Gesellschaft soll die Person in deren Namen die Aktien in das Aktienregister eingetragen werden als den rechtmäßigen Besitzer dieser Aktien ansehen.

Zertifikate zur Bestätigung dieser Einschreibung sollen an die Aktionäre übertragen werden.

Die Gesellschaft kann ihre eigenen Aktien innerhalb der gesetzlichen Einschränkungen zurückkaufen.

Artikel 5bis - Aktienübertragung und Übertragungsbeschränkungen.

5bis. 1 Blockierfrist

Kein Aktionär kann, bis zum Ablauf von 5 Jahren ab dem 1. Juli 2008, irgendwelche seiner Aktien an Dritte übertragen.

5bis. 2 Vorkaufsrecht

Demnach unterliegt jede Übertragung von Klasse A-Aktien oder Klasse B-Aktien die nicht durch diese Satzung erlaubt ist, dem Vorkaufsrecht zugunsten der B-Aktionäre oder A-Aktionäre, wie hierin beschrieben (das "Vorkaufsrecht").

Falls ein A-Aktionär oder ein B-Aktionär (der "Übertragungsinhaber") wünscht, alle oder einen Teil seiner Aktien nach den gewöhnlichen kommerziellen Bedingungen einem Dritten zu übertragen, muss der Übertragungsinhaber zuerst anhand eines eingeschriebenen Briefes mit Eingangsbestätigung die A-Aktionäre oder die B-Aktionäre (die "Nicht-Übertragungsinhaber") (mit einer Kopie an den Vorsitzenden des Verwaltungsrats einer solchen erwägten Übertragung in einer geschriebenen Mitteilung (die "Übertragungsmitteilung") benachrichtigen, welche (i) den Namen und die Adresse des vorgeschlagenen Erwerbers (der "Vorgeschlagene Erwerber"), (ii) die Anzahl der zu übertragenden Klasse A-Aktien und Klasse B-Aktien (die "Angebotenen Aktien"), (iii) der Preis und alle anderen Voraussetzungen, nach denen die erwägte Übertragung der Angebotenen Aktien gemacht werden soll (der "Angebotene Preis"), (iv) jegliche Bestätigungen und Garantien, die von den Übertragungsinhabern gegeben werden müssen und (v) alle anderen brauchbaren Informationen hervorheben muss und eine Kopie des vorgeschlagenen Übertragungsvertrages oder einer anderen Akte beinhalten muss.

Die Nicht-Übertragungsinhaber haben ab dem Datum des Erhalts der Übertragungsmitteilung dreißig (30) Geschäftstage, um eine Mitteilung an den Übertragungsinhaber zu schicken, und nur zu Informationszwecken an den Vorsitzenden des Verwaltungsrates, die darauf hinweist, dass sie bedingungslos ihr Vorkaufsrecht ausüben (die "Ausübungsmitteilung"). Das Vorkaufsrecht soll für alle von ihm Angebotenen Aktien nach den in der Übertragungsmitteilung beschriebenen Bedingungen ausgeübt werden.

Wenn die Nicht-Übertragungsinhaber ihr Vorkaufsrecht nicht während der oben festgelegten Frist ausüben, kann der Übertragungsinhaber die Angebotenen Aktien an den Vorgeschlagenen Erwerber verkaufen, vorausgesetzt, er schließt den Verkauf innerhalb der folgenden drei Monate ab und vorausgesetzt, dass der Verkauf nicht zu einem Preis getätigt wird, der niedriger ist als und/oder Bedingungen unterliegt, die materiell von dem und denen in der Übertragungsmitteilung festgelegten verschieden sind.

Wenn der in der Übertragungsmitteilung festgelegte Preis oder Teil des Preises nicht in bar oder gleichwertigem ist, dann soll der Preis der Angebotenen Aktien dem Fairen Marktwert von einem vorgeschlagenen Entgelt, das vom Vorgeschlagenen Erwerber gezahlt werden soll, gleich sein.

5bis. 3 - Erlaubte Übertragungen

Ungeachtet der oben genannten Vorschriften der Artikel 5bis.1 und 5bis.2, können Aktien in der Gesellschaft von einem Aktionär an eine Tochtergesellschaft dieses Aktionärs übertragen werden.

5bis. 4 - Generell

Jede in Verletzung des Vorherigen gemachte Aktienübertragung wird nicht von der Gesellschaft anerkannt und wird der Gesellschaft und irgendeinem ihrer Aktionäre gegenüber nicht rechtskräftig sein.

Keine Aktien können an eine Person übertragen werden, außer die übertragenden Aktionäre übertragen gleichzeitig an die gleiche Person das gleiche Verhältnis anderer Garantien, die von der Gesellschaft ausgegeben wurden und vom übertragenden Aktionär gehalten werden.

Des Weiteren können keine Aktien, keine anderen von der Gesellschaft ausgegebenen Garantien an eine andere Person übertragen werden, außer die Person, an die solche Aktien und andere Garantien übertragen werden, wird Partei eines Aktionärsvertrags, der von Zeit zu Zeit bestehen kann.

Aktienübertragungen, die gemäß der vorgenannten Vorschriften gemacht werden, sollen durch eine in das Aktionärsregister eingetragene Übertragungserklärung gemacht werden, die vom Abtretenden und vom Erwerber oder von deren ordnungsgemäß genehmigten Vertretern datiert und unterschrieben werden, vorausgesetzt dass die Gesellschaft das Register und die gemäß der vorgenannten Vorschriften, auf Basis der Korrespondenz oder anderer Dokumente die den Vertrag zwischen dem Abtretenden und dem Erwerber erfassen, gemachte Übertragungen akzeptiert und im Register aufnimmt, vorausgesetzt dass die Gesellschaft sich weigert, jegliche Übertragung in Verletzung irgendwelcher Übertragungsbeschränkungen die von Zeit zu Zeit bestehen können, zu registrieren.

Artikel 6 - Kapitalerhöhung. Das ausgegebene Gesellschaftskapital kann durch einen Beschluss der Aktionäre, in der für die Abänderung der Satzung verlangten Art und Weise, wie in Artikel 20 hiervon beschrieben, erhöht oder herabgesetzt werden.

Artikel 7 - Versammlung der Aktionäre - Generell.

7.1 Generell

Jede regulär zusammengesetzte Versammlung der Aktionäre der Gesellschaft soll die gesamten Aktionäre der Gesellschaft repräsentieren. Sie hat die umfassendsten Befugnisse um Handlungen in Bezug auf den Betrieb der Gesellschaft anzuordnen, zu vollziehen oder zu ratifizieren. Wenn und solange die Gesellschaft aus einem einzigen Aktionär besteht, übt letzterer die Befugnisse aus, die vom Gesetz an die generelle Versammlung der Aktionäre verliehen werden.

7.2 Einberufung der Versammlung und Quorum

Die vom Gesetz vorgesehene Frist soll die Einberufung und die Leitung der Versammlung der Aktionäre der Gesellschaft regeln, es sei denn anders hierin vorgesehen.

Außer anders vom Gesetz verlangt oder anders hierin vorgesehen, kann eine Versammlung der Aktionäre nicht gültig beraten wenn nicht wenigstens die Hälfte des Kapitals vertreten ist.

Sollten alle Aktionäre in einer Versammlung der Aktionäre anwesend oder vertreten sein und erklären, ordnungsgemäß über die Tagesordnung der Versammlung informiert worden zu sein, kann die Versammlung ohne vorherige Einberufung oder Veröffentlichung abgehalten werden.

7.3 Die Abstimmung

Jede Aktie verleiht eine Stimme. Jeder Aktionär kann in einer Versammlung der Aktionäre per schriftlich ernannten Bevollmächtigten, Fax, Kabel, Telegramm, Telex oder, vorausgesetzt die Echtheit davon steht fest, durch elektronische Übermittlung abstimmen.

Jeder Aktionär kann an einer Versammlung der Aktionäre teilnehmen und per Videokonferenz oder durch ähnliche Kommunikationsmittel, die allen teilnehmenden Personen erlauben einander zu hören und miteinander zu korrespondieren, abstimmen. Die Teilnahme an oder das Abhalten einer Versammlung durch solche Mittel ist der persönlichen Teilnahme an einer solchen Versammlung oder der persönlichen Abhaltung einer Versammlung gleichgestellt.

Außer anders vom Gesetz verlangt oder anders hierin vorgesehen, werden Beschlüsse einer ordnungsgemäß einberufenen Versammlung der Aktionäre durch eine einfache Mehrheit der abgegebenen Stimmen verabschiedet (leere und ungültige Stimmen werden nicht gezählt).

Der Verwaltungsrat kann alle anderen Bedingungen bestimmen die von den Aktionären oder anderen Personen die für sie an einer Versammlung der Aktionäre teilnehmen, erfüllt werden müssen.

7.4 Besondere Stimmmehrheiten

Zusätzlich zu dem Quorum und den Mehrheitsvoraussetzungen die im Gesetz vorgesehen sind, verlangen folgende Angelegenheiten das Einverständnis von wenigstens einem A-Aktionär und einem B-Aktionär:

(i) Jede Ausgabe von Wertpapieren oder Aktien der Gesellschaft, mit Ausnahme von erforderlichen Kapitalerhöhungen um die minimalen Kapitalvoraussetzungen einer Gesellschaft der Luxco Gruppe unter jedem anwendbaren Recht wiederherzustellen (aber in diesem Fall lediglich bis zu solchem minimalen Wert);

(ii) jede Abänderung dieser Satzung, anders als vorgesehen, um eine Kapitalerhöhung gemäß Paragraph (i) oben widerzuspiegeln oder die verlangt wird, um dem anwendbaren Recht von Zeit zu Zeit zu entsprechen;

(iii) außer in Verbindung mit einem Austritt, einer Fusion, einer Spaltung oder einer Auflösung der Gesellschaft.

Artikel 8 - Jahreshauptversammlung der Aktionäre. Die Jahreshauptversammlung der Aktionäre wird, gemäß luxemburgischem Recht, am eingetragenen Sitz der Gesellschaft oder an jenem in der Einladung zur Versammlung bezeichneten Ort der Gemeinde in der sich der eingetragene Sitz der Gesellschaft befindet, am 21sten Tag des Monats Mai jeden Jahres um 15.00 Uhr abgehalten.

Sollte es sich bei diesem Tag nicht um einen Bankarbeitstag in Luxemburg handeln, findet die Jahreshauptversammlung an dem darauf folgenden Bankarbeitstag statt. Die Jahreshauptversammlung kann im Ausland abgehalten werden, falls dies nach absoluter und endgültiger Beurteilung des Verwaltungsrates aufgrund außergewöhnlicher Umstände erforderlich sein sollte.

Andere Versammlungen der Aktionäre können zu den in den jeweiligen Einberufungsschreiben bestimmten Zeiten und an den darin benannten Orten gehalten werden.

Artikel 9 - Verwaltungsrat . Die Gesellschaft wird von einem Verwaltungsrat verwaltet, der sich aus drei Mitgliedern, die nicht Aktionäre der Gesellschaft sein müssen, zusammensetzt. Solange die Gesellschaft nur einen Aktionär hat oder wenn während der Hauptversammlung der Aktionäre festgestellt wurde, dass die Gesellschaft nur einen einzigen Aktionär hat, kann der Verwaltungsrat bis zur ordentlichen Hauptversammlung, welche die Existenz von mehr als einem Aktionär feststellt, aus einem Mitglied bestehen. Wird eine juristische Person als Verwaltungsratsmitglied ernannt, wird ein dauerhafter Bevollmächtigter von dieser juristischen Person ernannt um ihre Aufgaben zu erfüllen und für oder im Namen dieser juristischen Person zu handeln.

Die Verwaltungsratsmitglieder werden von den Aktionären, wie unten beschrieben, für eine Dauer von maximal sechs Jahren gewählt und führen das Amt bis zur Wahl ihrer Nachfolger.

Die Verwaltungsratsmitglieder sollen wie folgt gewählt werden:

- (i) Zwei Klasse A-Verwaltungsratsmitglieder auf Vorschlag von den A-Aktionären; und
- (ii) solange es Klasse A-Aktien und Klasse B-Aktien gibt, ein einzelnes Klasse B-Verwaltungsratsmitglied auf Vorschlag aller B-Aktionäre zusammen.

Ein Verwaltungsratsmitglied kann mit oder ohne Grund nur durch einen von den Aktionären angenommenen Beschluss abberufen werden.

Im Falle einer freien Stelle im Amt eines Verwaltungsratsmitglieds wegen Tod, Rücktritt oder anderem, können die übrigen Verwaltungsratsmitglieder durch eine Mehrheitswahl ein Verwaltungsratsmitglied wählen, um diese freie Stelle provisorisch zu besetzen, vorausgesetzt dass die Ernennung in Übereinstimmung ist mit dem obigen Absatz der das Ernennungsverfahren durch die Aktionäre beschreibt. In einem solchen Fall trifft die Hauptversammlung die endgültige Ernennung in der nächsten Versammlung. Das ernannte Verwaltungsratsmitglied dient während der Dauer des Amtes des Mitglieds das es ersetzt.

Artikel 10 - Ablauf der Versammlung des Verwaltungsrates. Der Verwaltungsrat wählt unter seinen A-Mitgliedern einen Vorsitzenden und kann unter seinen Mitgliedern einen Vizevorsitzenden wählen. Er kann auch einen Sekretär wählen, der nicht Mitglied des Verwaltungsrates sein muss, und der verantwortlich ist, die Protokolle über die Versammlungen des Verwaltungsrates und der Aktionäre zu führen.

Der Verwaltungsrat versammelt sich auf Einberufung des Vorsitzenden oder zweier Verwaltungsratsmitglieder am Ort der in der Mitteilung zur Versammlung angegeben ist.

Der Vorsitzende präsidiert alle Versammlungen der Aktionäre und des Verwaltungsrates, aber in seiner Abwesenheit können die Aktionäre oder der Verwaltungsrat unter seinen A-Mitgliedern einen anderen Vorsitzenden pro tempore durch Wahl der in einer solchen Versammlung anwesenden Mehrheit wählen.

Eine schriftliche Tagesordnung einer Versammlung des Verwaltungsrates ist an alle Mitglieder mindestens vierundzwanzig Stunden vor der für eine solche Versammlung angesetzten Uhrzeit zu übermitteln, außer in außergewöhnlichen Umständen, in welchem Fall die Art solcher Umstände in der Mitteilung der Versammlung dargelegt werden soll. Diese Mitteilung kann durch das schriftlich oder per Fax oder per Telegramm oder Telex gegebene Einverständnis jedes Mitgliedes erlassen werden. Eine separate Mitteilung wird nicht für Versammlungen verlangt, an denen alle Verwaltungsratsmitglieder anwesend oder vertreten sind und erklären im Vorfeld über die Tagesordnung informiert worden zu sein, als auch für individuelle Versammlungen die an Zeiten und Orten abgehalten werden, die in einer vorher, durch einen Beschluss des Verwaltungsrates angenommenen Tabelle beschrieben werden.

Jedes Mitglied kann in jeder Versammlung des Verwaltungsrates handeln indem es schriftlich oder per Fax, Kabel, Telegramm, Telex oder, vorausgesetzt die Echtheit hiervon ist bewiesen, durch elektronische Kommunikation, ein anderes Verwaltungsratsmitglied als Bevollmächtigten bestimmt.

Der Verwaltungsrat kann nur ordnungsgemäß beratschlagen oder handeln wenn wenigstens eine Mehrheit der Mitglieder, d.h. zwei Mitglieder, in einer Versammlung des Verwaltungsrates anwesend oder vertreten sind.

Sollte ein solches Quorum in einer Versammlung nicht erreicht werden, wird die entsprechende Versammlung an den Tag und die Zeit und den Platz verschoben wie es die Verwaltungsratsmitglieder entscheiden, an welcher Versammlung das oben erwähnte Quorum auch angewandt werden soll.

Entscheidungen sollen durch die Mehrheit der Stimmen von wenigstens zwei an der Versammlung anwesenden oder vertretenen Mitgliedern getroffen werden.

Für jeden Beschluss hat jedes Verwaltungsratsmitglied eine Stimme und, im Falle der Stimmengleichheit, hat der Vorsitzende eine entscheidende Stimme.

Enthaltungen werden nicht als Stimmen angesehen.

Bezüglich eines Beschlusses einer Versammlung des Verwaltungsrates der sich aus folgenden Angelegenheiten ergibt, ist die einstimmige Zustimmung von allen Verwaltungsratsmitgliedern im Amt verlangt:

(i) der Erwerb durch eine Gesellschaft der Luxco Gruppe von einer Gesellschaft oder eines Geschäfts (a) das primär nicht in der auflandigen Branche tätig ist oder (b) außerhalb der Länder in denen die Zielgruppe dann arbeitet, stationiert ist, oder (c) wenn der Erwerb sich in Erträgen ergeben würde welche die Umsätze der Luxco Gruppe um 20% überschreiten würden;

(ii) außer wenn anders unter den Aktionären vereinbart, der Beitritt an einer Transaktion zwischen einer Gesellschaft der Luxco Gruppe einerseits und den A-Aktionären oder B-Aktionären, irgendwelchen A-Aktionären oder B-Aktionären oder allen Ratsmitgliedern oder Arbeitnehmern davon, oder irgendeiner Tochtergesellschaft der Vorgenannten, andererseits;

(iii) Auswahl von drei international angesehenen Schätzern, wie unter der Definition "Fairer Marktwert" vorgesehen;

(iv) der Verkauf oder die Verfügung einer Teilnahme der Gesellschaft in der Zielgruppe.

Falls ein Verwaltungsratsmitglied oder ein Beamter der Gesellschaft ein Interesse an einer Transaktion der Gesellschaft hat (anders als das aufgrund der Tätigkeit als Verwaltungsratsmitglied, Beamter oder Arbeitnehmer in der anderen Ver-

tragspartei) das dem der Gesellschaft widerspricht, soll dieses Mitglied oder Beamter dem Verwaltungsrat solches Interesse mitteilen und solche Transaktionen nicht beachten oder diesbezüglich abstimmen, und das Interesse dieser Mitglieder oder Beamten soll der nächstkommenden Versammlung des Verwaltungsrates berichtet werden, als Resultat davon soll weder die Anwesenheit noch die Stimme, falls vorhanden, von solchen Verwaltungsratsmitgliedern gezählt werden, aus Gründen des Anwesenheitsquorums beziehungsweise des Mehrheitsquorums, die für das Entscheidungsverfahren verlangt werden.

Jedes Verwaltungsratsmitglied kann durch Telefonkonferenz oder ähnliche Kommunikationsmittel die es erlauben, dass alle Anwesenden der Versammlung sich gegenseitig hören und miteinander korrespondieren können, an jeder Versammlung des Verwaltungsrates teilnehmen. Eine Versammlung kann auch ausschließlich durch Telefonkonferenz abgehalten werden. Die Teilnahme an einer Versammlung auf diese Weise ist gleichwertig mit der persönlichen Teilnahme an einer solchen Versammlung.

Der Verwaltungsrat kann Beschlüsse auf einem oder mehreren gleichwertigen Dokumenten durch Rundschreibemittel treffen, vorausgesetzt dass solche(s) Dokument(e) von allen Verwaltungsratsmitgliedern genehmigt und unterschrieben wurde(n) und durch Kabel, Telegramm, Telex oder Fax oder andere ähnliche Kommunikationsmittel herumgeschickt wurden. Das Ganze wird das Protokoll bilden das Beweis des Beschlusses ist.

Artikel 11 - Protokolle der Versammlungen des Verwaltungsrates. Die Protokolle aller Versammlungen des Verwaltungsrates werden vom Vorsitzenden oder, in seiner Abwesenheit, vom Vorsitzenden pro tempore der die Versammlung des Verwaltungsrates präsidiert oder von zwei Verwaltungsratsmitgliedern unterzeichnet.

Kopien oder Auszüge der Protokolle die in Gerichtsverfahren oder anderweitig verwendet werden können, werden vom Vorsitzenden, vom Sekretär oder von zwei Verwaltungsratsmitgliedern unterzeichnet.

Artikel 12 - Befugnisse des Verwaltungsrates. Der Verwaltungsrat hat die umfassendsten Befugnisse um alle Akten der Verwaltung und der Verfügung im Interesse der Gesellschaft auszuführen. Alle Befugnisse die nicht ausdrücklich vom Gesetz oder von der gegenwärtigen Satzung der Hauptversammlung der Aktionäre vorbehalten sind, fallen unter die Kompetenzen des Verwaltungsrates.

Der Verwaltungsrat kann seine Befugnisse für die tägliche Geschäftsleitung und Angelegenheiten der Gesellschaft und die Stellvertretung der Gesellschaft um solche Unternehmen und Angelegenheiten auszuführen an ein A-Verwaltungsratsmitglied oder an A-Verwaltungsratsmitglieder übertragen, die Ausschüsse gründen können, die unter vom Rat bestimmten Voraussetzungen beratschlagen. Er kann auch alle Befugnisse und spezielle Mandate an Personen die nicht Verwaltungsratsmitglieder sein müssen, verleihen, alle Beamten und Arbeitnehmer bestimmen und entlassen und deren Vergütungen festlegen.

Artikel 13 - Zeichnungsbefugnis . Die Gesellschaft wird wirksam durch die gemeinsame Unterschrift von zwei Verwaltungsratsmitgliedern der Gesellschaft verpflichtet, oder durch die gemeinsame oder die individuelle Unterschrift einer Person oder mehreren Personen die vom Verwaltungsrat bevollmächtigt wurden.

Artikel 14 - Gesetzlicher Abschlussprüfer . Die Tätigkeiten der Gesellschaft sollen durch einen gesetzlichen Abschlussprüfer beaufsichtigt werden der nicht Aktionär sein muss. Der gesetzliche Abschlussprüfer wird von der jährlichen Hauptversammlung der Aktionäre gewählt, für eine Dauer, die am Datum der nächsten jährlichen Hauptversammlung der Aktionäre endet.

Der gesetzliche Abschlussprüfer im Amt kann jederzeit durch einen Beschluss der Aktionäre mit oder ohne Grund entlassen werden.

Artikel 15 - Vergütung des Verwaltungsrates. Die Verwaltungsratsmitglieder können in dieser Eigenschaft Honorare erhalten. Die Art der Vergütung und die Summe der Honorare die den Verwaltungsratsmitgliedern bezahlt werden, werden von der Hauptversammlung der Aktionäre bestimmt.

Artikel 16 - Geschäftsjahr . Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt jedes Jahr am ersten Tag des Monats Januar und endet am letzten Tag des Monats Dezember desselben Jahres.

Artikel 17 - Gewinnverwendung. Vom jährlichen Nettogewinn der Gesellschaft werden fünf Prozent (5%) der gesetzlichen Reserve zugeführt. Sobald und solange diese Reserve zehn Prozent (10%) des gezeichneten Aktienkapitals der Gesellschaft beträgt, ist diese Zuführung nicht mehr erforderlich.

Die jährliche Hauptversammlung der Aktionäre soll, auf Empfehlung des Verwaltungsrates, bestimmen wie über den Rest des jährlichen Nettogewinns verfügt werden soll und kann, ohne je die vom Verwaltungsrat vorgeschlagenen Summen zu überschreiten, von Zeit zu Zeit Dividenden ausschütten. Jede Aktienklasse soll pro rata an den Dividenden oder anderen Verteilungen teilnehmen.

Zwischendividenden können, gemäß der vom Gesetz vorgesehenen Vorschriften, auf Entscheidung des Verwaltungsrates verteilt werden.

Die ausgeschütteten Dividenden können in jeder vom Verwaltungsrat gewählten Währung an solchen vom Verwaltungsrat bestimmten Orten und Zeiten bezahlt werden.

Der Verwaltungsrat kann den Wechselkurs um das Dividendenkapital in die Zahlungswährung umzuwandeln, endgültig festlegen.

Eine, an einer Aktie ausgeschüttete aber während fünf Jahren nicht bezahlten Dividende kann danach nicht vom Inhaber der Aktie beansprucht werden und wird vom Inhaber dieser Aktie verloren und ist der Gesellschaft zuzuschreiben.

Es sollen keine Zinsen auf ausgeschütteten und unbeanspruchten Dividenden die von der Gesellschaft im Namen der Aktieninhaber gehalten werden, gezahlt werden.

Artikel 18 - Auflösung und Liquidation . Im Falle der Auflösung der Gesellschaft erfolgt die Liquidation durch einen oder mehrere Liquidatoren (die natürliche oder juristische Personen sein können) und die durch die Versammlung der Aktionäre, die solche Auflösung ausführt und ihre Befugnisse und ihre Vergütung bestimmt, ernannt werden. Jede Aktienklasse soll pro rata an allen Liquidationserlösen teilnehmen.

Artikel 19 - Abänderung der Satzung. Gemäß Artikel 7.4 kann diese Satzung von Zeit zu Zeit von der Versammlung der Aktionäre, gemäß des Quorums und der Wahlvoraussetzungen die von den luxemburgischen Gesetzen vorgesehen sind, abgeändert werden.

Artikel 20 - Anwendbares Recht. Sämtliche nicht in der vorliegenden Satzung geregelte Angelegenheiten unterliegen dem Gesetz vom 10. August 1915 bezüglich der Handelsgesellschaften, wie abgeändert.

Artikel 21 - Definitionen. Die folgenden Wörter und Ausdrücke haben die hier gegebene Bedeutung:

" **A-Verwaltungsratsmitglied** " bedeutet jedes Verwaltungsratsmitglied der Gesellschaft das auf Vorschlag der Hauptversammlung der Aktionäre ernannt wurde und von der Hauptversammlung der Aktionäre als A-Verwaltungsratsmitglied bezeichnet wurde;

" **Tochtergesellschaft** " bedeutet bezüglich einer juristischen Person jede andere juristische Person die Kontrolliert, Kontrolliert wird von oder unter gemeinsamer Kontrolle mit solcher zuerst genannten juristischen Person;

" **Satzung** " bedeutet die Satzung der Gesellschaft, wie von Zeit zu Zeit abgeändert;

" **A-Aktionär** " bedeutet jeden Inhaber von Klasse A-Aktien;

" **B-Verwaltungsratsmitglied** " bedeutet jedes Verwaltungsratsmitglied der Gesellschaft das auf Vorschlag der Hauptversammlung der Aktionäre ernannt wurde und von der Hauptversammlung der Aktionäre als B-Verwaltungsratsmitglied bezeichnet wurde;

" **B-Aktionär** " bedeutet jeden Inhaber von Klasse B-Aktien;

" **Geschäftstag** " bedeutet einen Tag, ausgenommen Samstag und Sonntag, an dem Banken in Luxemburg für normale Bankgeschäfte im Allgemeinen geöffnet sind;

" **Kontrolle** ", " **Kontrolliert** " und " **Kontrollieren** " sollen gemäß der Definition in Artikel 309 des luxemburgischen Gesetzes vom 10. August 1915 bezüglich Handelsgesellschaften (wie abgeändert) ausgelegt werden;

" **Exit** " bedeutet jede Transaktion welche die Wirkung hat, die Investition des Aktionärs direkt oder indirekt zu verwirklichen (einschließlich, ohne Begrenzung, einen Verkauf oder ein initiales öffentliches Angebot an einer anerkannten Investitionsbörse von allen Kapitalsicherheiten aller Gesellschaften der Luxco Gruppe, aber nicht einschließlich einer Sicherheitsübertragung die durch diese Satzung erlaubt ist);

" **Fairer Marktwert** " bedeutet der Betrag der vom Verwaltungsrat, der nach Treu und Glauben handelt, als der faire Marktwert der Sicherheit oder anderer Vermögen in Frage bestimmt wird, vorausgesetzt dass falls die Entscheidung nicht durch die einstimmige Wahl aller Verwaltungsratsmitglieder genommen wird, der Verwaltungsrat einen unabhängigen Abschlussprüfer (der zu diesem Zweck ein Gerechtigkeitsgutachten über den vom Verwaltungsrat bestimmten Wert abliefern soll) von einer Liste mit drei international anerkannten unabhängigen Abschlussprüfern ernannt. Die in dem Gerechtigkeitsgutachten enthaltene Auswertung soll endgültig sein und die entsprechenden Kosten sollen (i) von der Gesellschaft, falls das Gerechtigkeitsgutachten einen gerechten Marktwert bestimmt der mehr als 5% mehr oder weniger als der vom Verwaltungsrat bestimmte Wert ist, und (ii) in jedem anderen Fall von der abweichenden juristischen Person, getragen werden;

" **Gruppe** ", im Zusammenhang mit einer juristischen Person, bedeutet diese juristische Person und jede von Zeit zu Zeit von ihr Kontrollierten oder unter ihrer Kontrolle juristischen Person;

" **Luxco Gruppe** " bedeutet die Gesellschaft und jedes Mitglied dieses Konzerns von Zeit zu Zeit;

" **Gesellschaft der Luxco Gruppe** " bedeutet jedes Mitglied des Luxco Konzerns;

" **Ziel** " bedeutet TGE Gas Engineering GmbH, eine in Deutschland eingetragene Gesellschaft mit Sitz in Mildred-Scheel-Str. 1, D-53175 Bonn, eingetragen im deutschen Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer 15567;

" **Zielgruppe** " bedeutet das Ziel und seine Tochtergesellschaften von Zeit zu Zeit.

Vierter Beschluss

Es wird beschlossen folgende Personen als neue Klasse-A Mitglieder und Mitglieder des Verwaltungsrates der Gesellschaft mit Wirkung zum 19. September 2008, für eine Dauer von drei Jahren, endend während der jährlichen Generalversammlung der Aktionäre welche 2011 abgehalten wird, zu ernennen:

- Herr Zhao Qingsheng, Ober Ingenieur, geboren am 3. Oktober 1952 in Beijing (Volksrepublik China), geschäftsanwärtig in CIMC R&D Center, No. 2 Gangwan Avenue, Shekou Industrial Zone, Shenzhen, Guangdong, PRC (Postleitzahl 518067);

- Herr Jin Yongsheng, PRC Anwalt, geboren am 11. Februar 1964 in Tianjin (Volksrepublik China), geschäftsansässig in CIMC R&D Center, No. 2 Gangwan Avenue, Shekou Industrial Zone, Shenzhen, Guangdong, PRC (Postleitzahl 518067) und Bestätigung der Ernennung von

- Herr Vladimir Puklavec, Diplom Ingenieur, geboren am 27. Juli 1943 in Varazdin, Kroatien, geschäftsansässig in Mildred-Scheel Str. 1, D-53175 Bonn, Germany, als Klasse-B Mitglied und Mitglied des Verwaltungsrates ernannt, für eine Periode endend während der jährlichen Generalversammlung der Aktionäre welche 2011 abgehalten wird (anstelle von 2013, wie ursprünglich während der Gründung vorgesehen).

Kosten

Der Betrag, der von der Gesellschaft aufgrund dieser Abänderung zu tragenden, Kosten, Ausgaben, Vergütungen oder Lasten in jeder Form, wird auf zwei tausend Euro geschätzt.

Der unterzeichnende Notar, der Englisch versteht und spricht, erklärt hiermit, dass auf Ersuchen der vorerwähnten Partei dieses Protokoll in Englisch abgefasst wurde, gefolgt von einer deutschen Übersetzung. Auf Ersuchen der genannten Partei und im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text, ist der englische Text maßgebend.

Niedergeschrieben in Luxemburg, am oben angegebenen Tag.

Nach Verlesung dieses Dokuments in Anwesenheit der oben benannten Person, hat der Bevollmächtigte gemeinsam mit dem Notar die vorliegende Urkunde unterschrieben.

Signé: C. WINANDY, J. ELVINGER

Enregistré à Luxembourg A.C., le 26 septembre 2008, LAC/2008/39071. - Reçu douze Euros (12,- €).

Le Receveur ff. (signé): Franck SCHNEIDER.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 octobre 2008.

Joseph ELVINGER.

Référence de publication: 2008135942/211/738.

(080159303) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2008.

Captiva Capital (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 41, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 100.941.

—
Extrait des résolutions des Associés datées du 3 octobre 2008

Les associés de la Société ont décidé comme suit:

- d'accepter la démission de Christian Christensen, en tant que Gérant, et ce avec effet au 1^{er} octobre 2008;
- de nommer Laetitia Ambrosi, né le 12 mars 1975 à Lyon, France, résidant professionnellement au 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, Luxembourg, en tant que Gérant de la société, et ce avec effet au 1^{er} octobre 2008.

Luxembourg, le 13 octobre 2008.

Isabelle Clinquart

Mandataire

Référence de publication: 2008135818/9168/18.

Enregistré à Luxembourg, le 20 octobre 2008, réf. LSO-CV05723. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080158598) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2008.

Universal (US) Feeder S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 21, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 114.113.

—
Les gérants de la Société, Michael Pashley et William Benjamin ont récemment changé d'adresse et sont désormais domiciliés au:

1, Knightsbridge, SW1X7LX Londres, Grande-Bretagne.

Luxembourg, le 13 octobre 2008.

Anne Delord.

Référence de publication: 2008135816/9168/14.

Enregistré à Luxembourg, le 22 octobre 2008, réf. LSO-CV06556. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080158593) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2008.

TCP France Massy Holdings S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5326 Contern, 3-7, rue Goell.

R.C.S. Luxembourg B 115.531.

In the year two thousand and eight, on the sixteenth day of the month of October.

Before us, Maître Blanche MOUTRIER, notary residing in Esch-sur-Alzette.

There appeared:

1) VALAD CONTINENTAL PARTNERS HOLDINGS II BV, a company incorporated under the laws of the Netherlands, with registered office at Oranje Nassaulaan 43 II & III, 1075 AK Amsterdam, The Netherlands, and registered under number 34228527;

Here represented by Mr. Stephane Liegeois, professionally residing in Luxembourg,
by virtue of a proxy under private seal

2) VALAD CONTINENTAL PARTNERS EUROPE LIMITED, a company incorporated under the laws of England and Wales, with registered office at 93 George Street, Edinburgh, and registered under the number EH2 3ES SC286123 with the Trade and Companies Register of Scotland.

Here represented by Marco Casagrande, professionally residing in Luxembourg,
by virtue of a proxy under private seal

which proxies, after having been signed *ne varietur* by the proxy holder and the undersigned notary, shall remain attached to this deed in order to be registered therewith.

Such appearing parties are the shareholders of TCP France Massy Holdings S.A., a société anonyme having its registered office at L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt, registered in the trade register of Luxembourg under number B 115.531, incorporated pursuant to a notarial deed of Maître Joseph ELVINGER, notary residing in Luxembourg, dated 14 March 2006, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations of 22 June 2006 under number 1216.

The appearing parties, representing the entire share capital, requests the undersigned notary to act that the agenda of the meeting is as follows:

Agenda:

1. Modification of the registered office of the company;
2. Subsequent amendment of article 4 of the articles of association of the Company that now reads as follows:

« **Art. 4. Registered office.** The registered office of the Company is established in Contern. The registered office may be transferred within the municipality of Contern by decision of the board of directors and within the Grand Duchy of Luxembourg by decision of the shareholders' meeting. Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of the board of directors.

In the event that the board of directors determines that extraordinary, political, economic, or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company.»

3. Miscellaneous

and have taken the following resolutions:

First resolution

The general meeting decides to modify the registered office of the company and establish it in L-5326 Contern, 3-7, rue Goell.

Second resolution

The general meeting decides that article four (4) of the articles of association is modified and now reads as follows:

« **Art. 4. Registered office.** The registered office of the Company is established in Contern. The registered office may be transferred within the municipality of Contern by decision of the board of directors and within the Grand Duchy of

Luxembourg by decision of the shareholders' meeting. Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of the board of directors.

In the event that the board of directors determines that extraordinary, political, economic, or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company.»

Estimation of costs

The aggregate amount of costs, expenditures, remunerations or expenses in any form whatsoever which the Company incurs is approximately at EUR 1,000,-.

There being no further business, the meeting is closed.

The undersigned notary, who has personal knowledge of English language, herewith states that on request of the appearing persons, this deed is worded in English followed by French text, the English version will prevail.

Whereof this deed was drawn up in Luxembourg, on the date set at the beginning of this document.

This deed having been read to the appearing persons, known to the notary by their name, first name, civil status and residence, said appearing persons signed together with the notary the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille huit, le seize octobre.

Par-devant Maître Blanche MOUTRIER, notaire résidant à Esch-sur-Alzette.

Ont comparu:

1) VALAD CONTINENTAL PARTNERS HOLDINGS II BV, a company incorporated under the laws of the Netherlands, with registered office at Oranje Nassaulaan 43 II & III, 1075 AK Amsterdam, The Netherlands, and registered under number 34228527;

ici représentée par Monsieur Stephane Liegeois, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé

2) VALAD CONTINENTAL PARTNERS EUROPE LIMITED, a company incorporated under the laws of England and Wales, with registered office at 93 George Street, Edinburgh, and registered under the number EH2 3ES SC286123 with the Trade and Companies Register of Scotland.

ici représentée par Monsieur Marco Casagrande, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé

en vertu de deux procurations, lesquelles, signées ne varietur par la mandataire des parties comparantes et par le notaire soussigné, resteront annexées au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement,

étant les associés de TCP France Massy Holdings S.A. (la «Société»), une société anonyme ayant son siège social au L-2530 Luxembourg, 10, rue Henri M. Schnadt, enregistrée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous la section B numéro 115531, constituée suivant acte reçu par Maître Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 14 mars 2006 publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 1216 du 22 juin 2006.

Les parties comparantes, représentant l'intégralité du capital social, ont délibérés sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Modification du siège social de la Société;

2. Modification subséquente de l'Article 4 des statuts de la Société, qui aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 4. Siège social.** Le siège social de la Société est établi à Contern, Grand-Duché de Luxembourg. Le siège social peut être transféré à l'intérieur de la ville de Contern par décision du conseil d'administration et à l'intérieur du Grand-Duché de Luxembourg par décision de l'assemblée des actionnaires. Il peut être créé, par simple décision du conseil d'administration, des succursales ou bureaux tant dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Au cas où le conseil d'administration estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger se sont produits ou sont imminents, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle nonobstant ce transfert provisoire du siège restera luxembourgeoise.»

2. Divers

Première résolution

L'assemblée générale décide de transférer le siège social de la Société, à L-5326 Contern, 3-7, rue Goell. Deuxième résolution

L'assemblée générale décide que l'article quatre (4) des statuts de la Société aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 4. Siège social.** Le siège social de la Société est établi à Contern, Grand-Duché de Luxembourg. Le siège social peut être transféré à l'intérieur de la ville de Contern par décision du conseil d'administration et à l'intérieur du Grand-Duché de Luxembourg par décision de l'assemblée des actionnaires. Il peut être créé, par simple décision du conseil d'administration, des succursales ou bureaux tant dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Au cas où le conseil d'administration estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger se sont produits ou sont imminents, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle nonobstant ce transfert provisoire du siège restera luxembourgeoise.»

Evaluation des Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société est évalué à la somme de EUR 1.000.-.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur la demande des personnes comparantes, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française, sur demande des mêmes personnes comparantes et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, le texte anglais fait foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux personnes comparantes, connues du notaire instrumentant par noms, prénoms usuels, états et demeures, les personnes comparantes ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: S. Liegeois, M. Casagrande, Moutrier Blanche.

Enregistré à Esch/Al. A.C., le 17 OCT. 2008, Relation: EAC/2008/13032. — Reçu douze euros 12,-€.

Le Receveur ff. (signé): N.Boiça.

POUR COPIE CONFORME délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 27 octobre 2008.

BLANCHE MOUTRIER.

Référence de publication: 2008135843/272/130.

(080159066) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2008.

Hôtel de la Sûre SA, Société Anonyme.

Siège social: L-9650 Esch-sur-Sûre, 1, rue du Pont.

R.C.S. Luxembourg B 103.612.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire ENSCH, WALLERS et ASSOCIES S.A.

CENTRE KENNEDY, 53, avenue J.F. Kennedy, L-9053 ETTTELBRUCK

Signature

Référence de publication: 2008136195/832/14.

Enregistré à Diekirch, le 21 octobre 2008, réf. DSO-CV00204. - Reçu 18,0 euros.

Le Receveur (signé): J. Tholl.

(080158744) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2008.

Nuclobel Topco 2 S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 282, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 139.756.

In the year two thousand and eight, on the first day of October.

Before Maître Jean-Joseph WAGNER, notary residing in Sanem, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

- "Permira IV L.P.2", a limited partnership registered in Guernsey under the Limited Partnerships (Guernsey) Law, 1995 (as amended), acting by its manager, Permira IV Managers L.P., a limited partnership registered in Guernsey under the Limited Partnerships (Guernsey) Law, 1995 (as amended), acting by its general partner Permira IV Managers Limited whose registered office is at Trafalgar Court, Les Banques, St Peter Port, Guernsey, Channel Islands, here represented by Mr Eddy PERRIER, private employee, residing in Luxembourg, by virtue of a power of attorney, given in Guernsey;

- "P4 Co-Investment L.P.", acting by its general partner Permira IV G.P. L.P., acting by its general partner Permira IV GP Limited whose registered office is at Trafalgar Court, Les Banques, St Peter Port, Guernsey, Channel Islands, here represented by Mr Eddy PERRIER, previously named, by virtue of a power of attorney, given in Guernsey;

- "Permira Investments Limited", acting by its nominee Permira Nominees Limited whose registered office is at Trafalgar Court, Les Banques, St Peter Port, Guernsey, Channel Islands, here represented by Mr Eddy PERRIER, previously named, by virtue of a power of attorney, given in Guernsey.

The said powers of attorneys, initialed "ne varietur" by the appearing person and the notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing parties are the shareholders of "Nuclobel Topco 2 S.à r.l.", (hereinafter "the Company"), a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg with its registered office at 282, route de Longwy, L-1940 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Company Register under number B 139 756, incorporated pursuant to a notarial deed dated 20 June 2008, whose articles of incorporation have been published in the Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations dated 22 July 2008 number 1805.

The appearing parties representing the whole corporate capital require the notary to act the following resolutions:

First resolution

The partners decide to change the currency of the share capital of the Company from USD to EUR using the exchange rate dated as of September 30, 2008, being USD 1 = EUR 0.705268, thus converting the current share capital of forty thousand United States Dollar (USD 40,000.-) to twenty-eight thousand two hundred ten euro seventy cents (EUR 28,210.70) rounded to twenty eight thousand two hundred ten euro (EUR 28,210.-).

Second resolution

The partners decide to exchange the forty thousand (40,000) existing shares against twenty-eight thousand two hundred ten (28,210) new shares with a par value of one euro (EUR 1.-).

The partners resolve to confer all necessary powers to the managers of the Company in order to proceed to the exchange of all former shares against the new shares

The shares will be allocated as follows:

- Permira IV L.P.2: 27,499 shares
- P4 Co-Investment L.P.: 157 shares
- Permira Investments Limited: 554 shares

Third resolution

As a consequence of the above-mentioned resolutions, article 5 of the articles of incorporation of the Company is amended and now reads as follows:

" **Art. 5.** The Company's share capital is set at twenty-eight thousand two hundred ten euro (EUR 28,210.-) represented by twenty-eight thousand two hundred ten (28,210) shares with a par value of one euro (EUR 1.-) each.

Each share is entitled to one vote at ordinary and extraordinary general meetings.

Each share gives right to a fraction of the assets and profits of the company in direct proportion to the number of shares in existence."

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing person, the present deed is worded in English, followed by a French translation; on request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English text shall prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, known to the notary by his name, first name, civil status and residence, the said person appearing signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille huit, le premier jour d'octobre.

Par-devant, Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem, Grand Duché de Luxembourg.

Ont comparu:

- "Permira IV L.P.2" un limited partnership inscrit à Guernesey sous la loi du Limited Partnerships (Guernsey) de 1995, agissant par son general partner, Permira IV Managers L.P., un limited partnership inscrite à Guernesey sous la loi du Limited Partnerships (Guernsey) de 1995, agissant par son general partner Permira IV Managers Limited avec siège social à Trafalgar Court, Les Banques, St Peter Port, Guernesey, dûment représenté par Monsieur Eddy PERRIER, employé privé, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée à Guernesey;

- "P4 Co-Investment L.P.", agissant par son general partner Permira IV G.P. L.P., agissant par son general partner Permira IV GP Limited avec siège social à Trafalgar Court, Les Banques, St Peter Port, Guernesey, dûment représenté par Monsieur Eddy PERRIER, prénommé, en vertu d'une procuration donnée à Guernesey;

- "Permira Investments Limited", agissant par son nommée Permira Nominees Limited avec siège social à Trafalgar Court, Les Banques, St Peter Port, Guernesey, dûment représenté par Monsieur Eddy PERRIER, prénommé, en vertu d'une procuration donnée à Guernesey.

Les procurations signées "ne varietur" par le comparant et par le notaire soussigné resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Lesquelles parties comparantes sont les associés de "Nuclobel Topco 2 S.à r.l." (ci après la "Société"), une société à responsabilité limitée constituée et régie selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg ayant son siège social au 282, route de Longwy, L-1940 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 139 756, constituée suivant acte notarié en date du 20 juin 2008, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations en date du 22 juillet 2008 numéro 1805.

Lesquelles parties comparantes, représentant l'intégralité du capital social, ont requis le notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

Les associés décident de changer la devise du capital social de la Société de USD en EUR sur la base du cours de change en date du 30 septembre 2008, étant de USD 1 = EUR 0.705268, de sorte que le capital social actuel de quarante mille dollars américains (USD 40,000.-) soit converti en vingt-huit mille deux cent dix euros soixante-dix cents (EUR 28.210,70) arrondi à vingt-huit mille deux cent dix euros (EUR 28,210.-).

Deuxième résolution

Les associés décident d'échanger les quarante mille (40.000) parts sociales existantes de la Société contre vingt-huit mille deux cent dix (28,210) parts sociales d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune.

Tous pouvoirs sont conférés aux gérants de la Société pour procéder à l'échange des parts sociales anciennes contre les parts sociales nouvelles.

Les parts sociales sont allouées comme suit:

- Permira IV L.P.2: 27,499 parts sociales
- P4 Co-Investment L.P.: 157 parts sociales
- Permira Investments Limited: 554 parts sociales

Troisième résolution

A la suite des résolutions ci-dessus, l'article 5 des statuts de la Société est modifié et sera désormais rédigé comme suit:

" **Art. 5.** Le capital souscrit est fixé à vingt-huit mille deux cent dix euros (EUR 28,210.-) représenté par vingt-huit mille deux cent dix (28,210) parts sociales d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune.

Chaque part sociale donne droit à une voix dans les délibérations des assemblées générales ordinaires et extraordinaires.

Chaque part donne droit à une fraction des avoirs et bénéfices de la Société en proportion directe au nombre des parts existantes."

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande des comparants, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande des mêmes comparants et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, ce dernier fait foi.

Dont acte, passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des comparants, connu du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, celui-ci a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: E. PERRIER, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 7 octobre 2008, Relation: EAC/2008/12596. — Reçu douze Euros (12.- EUR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 27 octobre 2008.

Jean-Joseph WAGNER.

Référence de publication: 2008135859/239/116.

(080158853) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2008.

ICOMOS - Luxembourg Comité National Luxembourgeois a.s.b.l., Association sans but lucratif.

Siège social: Luxembourg,
R.C.S. Luxembourg F 7.755.

STATUTS

Titre I^{er}. Dénomination - Siège social - Durée

Art. 1^{er}. L'association prend la dénomination ICOMOS-Luxembourg Comité National Luxembourgeois a.s.b.l., Association sans but lucratif (ci-après en abrégé «Comité National»). Elle est régie par les présents statuts et par la loi du 21 avril 1928 relative aux associations sans but lucratif, telle que modifiée (ci-après la «loi»).

Art. 2. Le siège social du Comité National est établi à Luxembourg-Ville. Il pourra être transféré en tout autre lieu au Grand-Duché de Luxembourg par décision du Conseil d'Administration.

Art. 3. Le Comité National a pour objet de promouvoir par tout moyen l'étude, la conservation, la protection, l'utilisation et la mise en valeur des monuments, matériels et immatériels, ensembles et sites au Grand-Duché de Luxembourg.

Pour atteindre ce but, le Comité National

- a) regroupe des associations, institutions et personnes spécialisées en matière de conservation des monuments des ensembles et des sites et en assure la représentation auprès de l'ICOMOS International (International Council on Monuments and Sites, Conseil International des Monuments et Sites);
- b) encourage l'adoption et la mise en oeuvre de législations et réglementations concernant la protection, la conservation, la gestion et la mise en valeur des monuments, ensembles et sites;
- c) établit et maintient des contacts étroits avec l'ICOMOS International et les autres institutions et organisations qui poursuivent des objectifs analogues;
- d) peut poser tous actes et faire toutes opérations se rattachant directement ou indirectement à la réalisation de son objet principal.

Définitions

Aux fins des présents statuts, sont considérés:

- a) comme «monument»: toute construction (avec ses abords et les biens immeubles par nature ou par destination et les biens meubles qui y sont attachés) qui se distingue par son intérêt historique, architectural, artistique, scientifique ou ethnologique. Sont compris dans cette définition le patrimoine immatériel, les oeuvres de sculpture ou de peinture monumentales, les éléments et structures de caractère archéologique, les inscriptions, les grottes et les groupes composés par des éléments appartenant aux précédentes catégories;
- b) comme «ensemble»: tout groupe de constructions isolées ou réunies qui, en raison de son architecture, de son unité ou de son intégration dans le paysage, a une valeur spécifique du point de vue historique, artistique, scientifique, social ou ethnologique, ainsi que son cadre bâti ou naturel;
- c) comme «site»: toute zone topographique ou paysage dû à l'homme, à la nature ou à l'oeuvre conjugée de l'homme et de la nature, qui a une valeur spéciale en raison de sa beauté ou de son intérêt au point de vue archéologique, historique, artistique, ethnologique ou anthropologique. Sont compris dans cette définition les jardins, parcs historiques et paysages culturels.

Art. 4. Le Comité National est constitué pour une durée illimitée.

Art. 5. Les organes du Comité National sont le Conseil d'Administration (ci-après «le Conseil d'Administration») et l'Assemblée Générale (ci-après «l'Assemblée Générale»).

Titre II. Membres: Admission - Cotisation - Démission - Exclusion

Art. 6. Le Comité National se compose de membres individuels, de membres institutionnels, de membres bienfaiteurs et de membres d'honneur.

a) La qualité de «membre individuel» est reconnue par le Conseil d'Administration à des personnes qui ont prouvé par leurs activités professionnelles ou autres leur compétence en matière de conservation des monuments, ensembles et sites conformément aux buts et objectifs du Comité National.

La qualité de membre individuel peut être conférée exceptionnellement à d'autres personnes intéressées aux buts et aux activités du Comité National. Seuls les membres individuels sont éligibles à toutes les fonctions du Comité National;

b) la qualité de «membre institutionnel» est reconnue aux institutions qui appliquent leur activité à la présentation, la conservation, l'utilisation ou la mise en valeur des monuments, des ensembles et des sites;

c) la qualité de «membre bienfaiteur» est reconnue par le Conseil d'Administration aux personnes et aux institutions qui désirent appuyer les objectifs et les activités du Comité National;

d) la qualité de «membre d'honneur» est conférée par l'Assemblée Générale à des personnes qui ont rendu des services éminents à la cause de la conservation, restauration et mise en valeur des monuments, des ensembles et des sites;

e) seuls les membres individuels ont le droit de vote, tandis que les membres bienfaiteurs et les membres d'honneur ont le droit de participer à l'Assemblée Générale, sans droit de vote;

f) la demande d'admission d'un membre doit être adressée par écrit au Président du Conseil d'Administration pour approbation.

Art. 7. Les membres du Comité National ont à s'acquitter d'une cotisation annuelle.

Compte tenu de la part versée à l'ICOMOS International et des besoins du Comité National, le montant de cette cotisation est fixé annuellement par l'Assemblée Générale et ne peut être pour les membres individuels, inférieur à cinquante euros, ni supérieur à cinq cents euros; pour les membres institutionnels respectivement à deux cents euros et à deux mille euros.

Les cotisations sont payables dans le mois qui suit l'appel des cotisations. En contrepartie, du paiement de la cotisation, chaque membre reçoit une carte de membre.

Art. 8. Le nombre de membres individuels du Comité National ne peut être inférieur à cinq. Chaque année une liste indiquant par ordre alphabétique, les noms, prénoms, domicile et nationalité des membres ou s'il s'agit de personnes morales, la dénomination et le siège social ainsi que toutes les modifications qui se seront produites parmi les membres, sera déposée au Greffe du Tribunal d'arrondissement de Luxembourg dans un délai de trois mois à compter de la date de l'Assemblée Générale. Toute personne pourra en prendre connaissance gratuitement.

Art. 9. La qualité de membre se perd par démission écrite adressée au Conseil d'Administration, par défaut de paiement des cotisations annuelles, et/ou par une décision d'exclusion laquelle pourra être prononcée pour cause légitime notamment le discrédit porté au Comité National ou une violation grave des statuts, et ce après que l'intéressé ait pu faire valoir ses explications.

L'exclusion ne peut être prononcée par l'Assemblée Générale que dans les cas prévus ci-dessus statuant à la majorité des deux tiers des voix. Le membre démissionnaire ou exclu ainsi que ses héritiers n'ont aucun droit à l'actif du Comité National et ne peuvent aucunement solliciter le remboursement des cotisations versées.

Titre III. L'Assemblée Générale

Art. 10. L'assemblée Générale se réunit au moins une fois par an. L'année sociale commence le 1^{er} janvier et prend fin le 31 décembre de chaque année. Par exception, le premier exercice commence à la date de la constitution du Comité National pour se clôturer le 31 décembre 2008.

L'assemblée Générale se réunit de façon extraordinaire sur convocation du Conseil d'Administration ou lorsqu'un cinquième des membres en fait la demande.

Toute convocation à l'Assemblée Générale est portée à la connaissance de tous les membres au moins huit jours avant la tenue de l'assemblée. L'ordre du jour sera joint à la convocation. Toute proposition signée d'un nombre de membres égal au vingtième de la dernière liste annuelle doit être portée à l'ordre du jour.

L'assemblée Générale est constituée quel que soit le nombre de membres présents ou représentés. Elle ne peut statuer que sur points figurant à l'ordre du jour. Sauf les cas prévus par la loi, les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés.

Art. 11. Tous les membres individuels ont un droit de vote égal dans l'Assemblée Générale. Il est loisible aux membres de se faire représenter à l'Assemblée Générale par un autre membre. Le mandat doit être écrit.

Art. 12. Les résolutions de l'Assemblée Générale sont consignées dans des procès-verbaux signés par les membres qui ont rempli les fonctions de Président et de Secrétaire de ladite assemblée. Ces procès-verbaux peuvent être consultés par tout membre sur demande faite auprès du Secrétaire.

Titre IV. Administration

Art. 13. Le Comité National est géré et administré par un Conseil d'Administration composé de trois membres au moins et de vingt membres au plus, choisis parmi les membres individuels, nommés et révoqués par l'Assemblée Générale. Les administrateurs sont nommés pour une période de trois ans. Leur mandat est renouvelable.

Le Conseil d'Administration élit parmi ses membres un président, un vice-président, un secrétaire et un trésorier. Au moins un membre de ce Conseil d'Administration devra exercer ou avoir exercé une activité professionnelle dans le domaine de la conservation.

Tous les pouvoirs non expressément réservés par la loi ou par les présents statuts à l'Assemblée Générale relèvent de la compétence du Conseil d'Administration.

Art. 14. Le Conseil d'Administration se réunit au moins une fois par an sur convocation du président adressée au moins huit jours avant la tenue de la réunion.

Il ne peut valablement délibérer que si la majorité des membres est présente ou représentée. Les décisions sont prises à la majorité des voix. En cas de parité de voix, celle du président est prépondérante.

Les décisions du Conseil d'Administration sont consignées dans des procès-verbaux qui peuvent être consultés par tout membre sur demande adressée au Secrétaire.

Le Conseil d'Administration est tenu de soumettre tous les ans à l'approbation de l'Assemblée Générale les comptes de l'exercice écoulé et le budget du prochain exercice.

Art. 15. Le Conseil d'Administration peut déléguer ses pouvoirs pour la gestion journalière du Comité National ou pour des affaires déterminées à une ou plusieurs personnes. Il pourra leur attribuer des fonctions spéciales exigées par les besoins de l'administration et de la gestion.

Titre V. Surveillance

Art. 16. Chaque année l'Assemblée Générale désignera deux réviseurs de caisse qui vérifieront les comptes présentés à la clôture de l'année sociale et en feront rapport à l'Assemblée Générale.

Titre VI. Dissolution - Liquidation

Art. 17. Il est procédé à la dissolution du Comité National et aux modifications statutaires conformément aux dispositions de la loi.

En cas de dissolution, l'actif net restant après acquittement du passif et apurement des comptes reçoit l'affectation à déterminer par l'Assemblée Générale.

Titre VII. Modification des statuts

Art. 18. L'Assemblée Générale ne peut valablement délibérer sur les modifications aux statuts que si l'objet de celles-ci est spécialement indiqué dans la convocation et si l'assemblée réunit les deux tiers des membres. Aucune modification ne peut être adoptée qu'à la majorité des deux tiers de voix.

Si deux tiers des membres ne sont pas présents ou représentés à la première réunion, il peut être convoqué une seconde réunion qui pourra délibérer quel que soit le nombre de membres présents; mais dans ce cas, la décision sera soumise à l'homologation.

Si la modification devait cependant porter sur l'un des objets en vue desquels le Comité National s'est constitué, les règles qui précèdent seraient modifiées conformément à la loi.

Toute modification statutaire doit être publiée au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, dans le mois qui suit la décision qui a procédé à ladite modification.

Art. 19. Pour tous les points non prévus par les présents statuts, la loi s'applique.

Luxembourg, le 25 février 2008.

Référence de publication: 2008135900/9505/140.

Enregistré à Luxembourg, le 29 octobre 2008, réf. LSO-CV08636. - Reçu 243,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080158899) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2008.

André Bustouristik Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9764 Marnach, 19, rue de Marbourg.

R.C.S. Luxembourg B 102.010.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire ENSCH, WALLERS et ASSOCIES S.A.

CENTRE KENNEDY, 53, avenue J.F. Kennedy, L-9053 ETTTELBRUCK

Signature

Référence de publication: 2008136192/832/14.

Enregistré à Diekirch, le 21 octobre 2008, réf. DSO-CV00213. - Reçu 18,0 euros.

Le Receveur (signé): J. Tholl.

(080158743) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2008.

Pramerica Property Partners Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 142.501.

STATUTES

In the year two thousand eight, on the fifteenth of October.

Before the undersigned Maître Martine SCHAEFFER, notary residing at Luxembourg.

THERE APPEARED:

Pramerica Property Partners Fund (UK), L.P., registered under LP 12615 with Companies House, London, having its registered office at Grand Buildings, 1-3 Strand, Trafalgar Square, London WC2N5HP, United Kingdom, here represented by Corinne Petit, professionally residing at Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal dated 10 October 2008.

The aforesaid proxy, being initialled "ne varietur" by the proxyholder and the undersigned notary, shall remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to state as follows the articles of association of a private limited liability company:

Name - Corporate objectives - Registered office - Duration

Art. 1. Form, Corporate name

1.1 There is hereby established a private limited liability company, which will be governed by the laws pertaining to such an entity (the "Company"), and in particular by the law of August 10th, 1915 on commercial companies as amended (the "Law"), as well as by the present articles of association (the "Articles").

1.2 The Company will exist under the corporate name of "Pramerica Property Partners Finance S. à r.l.".

Art. 2. Corporate objects

2.1 The objects of the Company are to take participations in Luxembourg or foreign entities and also to invest in a portfolio of securities or similar instruments (including but not limited to shares, warrants and equity securities), bonds, notes, loans and other debt instruments or securities, trade receivables or other forms of claims, obligations (including but not limited to synthetic securities obligations), to acquire rights or participations in loans and in financial derivatives agreements or instruments, to enter into any agreements relating to such portfolio and to grant pledges, guarantees or other security interests of any kind under any law to Luxembourg or foreign entities.

2.2 The Company is entitled to grant loans, guarantees or other forms of financing to any Luxembourg or foreign entities, it being understood that the Company will not enter into a transaction which would cause it to be engaged in an activity that would be considered as a regulated activity of the financial sector.

2.3 The Company may also:

(a) raise funds through, including, but not limited to, the issue of promissory notes, bonds, notes and other debt instruments or debt securities, the use of financial derivatives or otherwise and obtain loans or any other form of credit facility;

(b) enter into any kind of credit derivative agreements such as, but not limited to, swap agreements under which the Company may provide credit protection to the swap counterparty;

(c) grant security for funds raised, including bonds, obligations and notes issued, and to grant security for indemnities given by the Company;

(d) enter into agreements, including, but not limited to:

(i) underwriting agreements, marketing agreements, management agreements, advisory agreements, administration agreements and other contracts for services, selling agreements, in relation to the raising of funds;

(ii) interest and/or currency exchange agreements and other financial derivative agreements in connection with the objects mentioned under 2.3 (a), (b), (c) and (d) (i) above; and

(iii) bank and cash administration agreements, liquidity facility agreements, credit insurance agreements and agreements creating security in connection with the objects mentioned under 2.3 (a), (b), (c), (d) (i) and (ii) above.

2.4 The Company can perform all legal, commercial, technical and financial investments or operation and in general, all transactions which are necessary or useful to fulfil its objects as well as all operations connected directly or indirectly to facilitating the accomplishment of its purpose in all areas described above.

Art. 3. Registered office

3.1 The registered office of the Company is established in Luxembourg City.

3.2 It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the shareholder(s) deliberating in the manner provided for by article 12 below regarding the amendments to the Articles.

3.3 The address of the registered office may be transferred within the municipality by decision of the sole manager, or in case of plurality of managers of the board of managers of the Company.

3.4 Should any political, economic or social events of an exceptional nature occur or threaten to occur which are likely to affect the normal functioning of the registered office or communications with abroad, the registered office may be provisionally transferred abroad until such time as circumstances have completely returned to normal. Such decision will not affect the Company's nationality which will notwithstanding such transfer, remain that of a Luxembourg company. The decision as to the transfer abroad of the registered office will be taken by the board of managers.

3.5 The Company may have offices and branches, both in the Grand Duchy of Luxembourg and abroad.

Art. 4. Duration

4.1 The Company is established for an unlimited duration.

4.2 The Company shall not be dissolved by reason of death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the single shareholder.

Capital - Shares**Art. 5. Corporate capital**

5.1 The share capital is fixed at twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500.-) represented by 500 (five hundred) shares (the "Shares") with a nominal value of twenty-five Euros (EUR 25.-) each.

5.2 The capital may be changed at any time by a decision of the shareholder(s) in accordance with article 12 of the Articles.

5.3 The Company can proceed to the repurchase of its own shares within the limits set by the Law.

Art. 6. Shares

6.1 Each share entitles its holder to a fraction of the Company's assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

6.2 Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

Art. 7. Transfer of shares

7.1 In case of a single shareholder, the Company's shares held by the single shareholder are freely transferable.

7.2 In the case of plurality of shareholders, the shares held by the existing shareholders are freely transferable between such existing shareholders.

7.3 The shares cannot be transferred to non-shareholders unless the shareholders representing at least three-quarter of the corporate capital have agreed thereto in a general meeting.

Management and Shareholders**Art. 8. Board of managers**

8.1 The Company is managed by one or more manager(s) appointed by a resolution of the shareholder(s). In case of plurality of managers, they will constitute a board of managers ("conseil de gérance").

8.2 The managers need not be shareholders. The managers may be removed at any time, with or without cause by a resolution of the shareholder(s).

Art. 9. Powers of the board of managers

9.1 In dealing with third parties, the sole manager, or in case of plurality of managers, the board of managers, will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects.

9.2 All powers not expressly reserved by law or the present Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the sole manager, or in case of plurality of managers, the board of managers.

9.3 The Company will be validly committed towards third parties by the sole signature of its sole manager, or in case of plurality of managers, by the sole signature of any manager.

9.4 The sole manager, or in case of plurality of managers, the board of managers may sub-delegate his powers for specific tasks to one or several ad hoc agents, and will determine this agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency.

Art. 10. Meetings and decisions of the board of managers

10.1 The board of managers may elect a chairman from among its members. If the chairman is unable to be present, his place will be taken by election among managers present at the meeting.

10.2 The board of managers may elect a secretary who shall be a manager resident in Luxembourg from among the members of the board of managers (the "Secretary").

10.3 The meetings of the board of managers shall generally take place quarterly and special meetings can always be convened in accordance with the provisions of article 10.4 if the circumstances so require.

10.4 The meetings of the board of managers are convened by the Secretary at the request of a manager or otherwise.

10.5 Subject to article 10.6, board meetings shall be convened in writing on not less than 7 calendar days prior notice. Any notice shall include details of all resolutions to be proposed to the meeting and the board of managers may not validly debate, and no decisions may be taken, at the meeting on matters which are not included in the notice, except where such debate and any relevant decisions are made with the approval of all the managers (whether present in person or represented).

10.6 The board of managers may validly debate without prior notice if all the managers are present or represented and have waived the prior convening notice in writing. The minutes of the meeting will be signed by all the managers present at the meeting.

10.7 The board of managers can only validly debate and take decisions if a majority of its members is present or represented. Decisions of the board of managers shall be adopted by a simple majority.

10.8 Any manager may be represented by another member of the board of managers at a meeting of the board of managers.

10.9 One or more managers may participate in a meeting by means of a conference call or by any similar means of communication initiated from Luxembourg enabling thus several persons participating therein to simultaneously communicate with each other.

10.10 A written decision, signed by all the managers, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the board of managers, which was duly convened and held. Such a decision can be documented in a single document or in several separate documents having the same content signed by all the members of the board of managers.

Art. 11. Liability of the managers

11.1 The members of the board of managers assume, by reason of their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by them in the name of the Company.

Shareholders decisions

Art. 12. Shareholders meetings and decisions

12.1 The single shareholder assumes all powers conferred to the general shareholders' meeting.

12.2 In case of plurality of shareholders, each shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of shares, which he owns.

12.3 Each share entitles to one vote.

12.4 Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital. However, resolutions to amend the Articles may only be adopted by the majority of the shareholders owning at least three-quarters of the Company's share capital, subject to the provisions of the Law. The nationality of the Company may be changed and the commitments of the shareholders may be increased only with the unanimous consent of the shareholders.

12.5 The holding of general meetings shall not be compulsory where the number of shareholders does not exceed twenty-five. In such case, each shareholder shall receive the precise wording of the text of the resolutions or decisions to be adopted and shall give his vote in writing.

12.6 Such convened general meetings of shareholders may be held at such places in the Grand Duchy of Luxembourg and times as may be specified in the respective notices of meeting.

12.7 If all shareholders are present or represented and waive the convening requirements, the general meeting of shareholders may take place without prior notice of meeting.

12.8 Shareholders may be represented at a shareholders meeting by another person, who need not be a shareholder.

Financial year - Balance sheet

Art. 13. Financial year

13.1 The Company's financial year starts each year on the first day of January and ends on the last day of December of each year.

Art. 14. Adoption of financial statements

14.1 At the end of each financial year, the sole manager, or in case of plurality of managers, the board of managers draws up the annual accounts of the Company according to the applicable legal requirements.

14.2 Each shareholder (or its appointed agent) may obtain access to the annual accounts at the Company's registered office, in accordance with the applicable legal provisions.

Art. 15. Distribution rights

15.1 The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortization and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profit of the Company is allocated to the legal reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's share capital.

15.2 The balance of the net profit may be distributed to the shareholder(s) in proportion to his/their shareholding in the Company.

15.3 Notwithstanding the preceding provisions, the sole manager or in case of plurality of managers, the board of managers may decide to pay interim dividends to the shareholder(s) before the end of the financial year on the basis of a statement of accounts showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that (i) the amount to be distributed may not exceed, where applicable, realised profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to

a reserve to be established according to the Law or these Articles and that (ii) any such distributed sums which do not correspond to profits actually earned shall be reimbursed by the shareholder(s).

Winding-up - Liquidation

Art. 16. Winding-up, Liquidation

16.1 The Company may be dissolved by a decision of the general meeting of the shareholders.

16.2 A sole shareholder can decide to dissolve the Company and to proceed to its liquidation, assuming personally the payment of all its assets and liabilities, known or unknown of the Company.

16.3 At the time of winding up the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the shareholders who shall determine their powers and remuneration.

Applicable law

Art. 17. Applicable law

17.1 Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Transitional provisions

The Company's first financial year shall commence on the date of its incorporation and end on 31 December 2008.

Subscription - Payment

The capital has been subscribed as follows:

Pramerica Property Partners Fund (UK), L.P.	500 Shares
Total: five hundred Shares	500 Shares

All these Shares have been fully paid up in cash, so that the sum of twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500.-) corresponding to the amount of the subscribed share capital is forthwith at the free disposal of the Company, as has been proved to the notary.

Estimate of costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its incorporation, have been estimated at about one thousand five hundred Euros (EUR 1,500.-).

General Meeting

Immediately after the incorporation of the Company, the above-named person, representing the entirety of the subscribed capital and exercising the powers devolved to the shareholders meeting, passed the following resolutions:

1. The sole shareholder resolved to appoint the following as managers of the Company for an undetermined period:

- Mr Philip BARRETT, born on 5 May 1968 in Aylesbury Buckinghamshire, United Kingdom, professionally residing at Grand Buildings, 1-3 Strand, London WC2N 5HR, United Kingdom;

- Mr Kaushik SHAH, born on 15 January 1957 in Mwanza, Tanzania, professionally residing at Grand Buildings, 1-3 Strand, London WC2N 5HR, United Kingdom; and

- Mr Benjamin PENALIGGON, born on 8 March 1964 in Chard, United Kingdom, professionally residing at Grand Buildings, 1-3 Strand, London WC2N 5HR, United Kingdom.

In accordance with article 9.3 of the Articles, the Company will be validly committed towards third parties by the sole signature of any manager.

2. The registered office shall be at 9A, boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same appearing party and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, he signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille huit, le quinze octobre,

Par-devant Maître Martine Schaeffer, notaire, résidant à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

Pramerica Property Partners Fund (UK), L.P., une société enregistrée sous le numéro LP 12615 auprès de la Companies House de Londres, dont le siège social est situé aux Grand Buildings, 1-3 Strand, Trafalgar Square, Londres WC2N5HP,

Royaume-Uni, ici représentée par Corinne Petit, ayant sa résidence professionnelle à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous-seing privé en date du 10 octobre 2008.

Laquelle procuration restera, après avoir été paraphée "ne varietur" par le mandataire de la comparante et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être formalisée avec elles.

La comparante a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée dont elle a arrêté les statuts comme suit:

Dénomination - Objet social - Siège social - Durée

Art. 1^{er}. Forme, Dénomination sociale

1.1 Il est formé une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois relatives à une telle entité (ci-après la "Société"), et en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (la "Loi"), ainsi que par les présents statuts de la Société (les "Statuts").

1.2 La Société a comme dénomination "Pramerica Property Partners Finance S. à r.l."

Art. 2. Objet social

2.1 Les objets de la Société sont de prendre des participations dans des entités luxembourgeoises ou étrangères et également d'investir dans un portefeuille comprenant des titres ou autres instruments (incluant mais non limités aux actions, warrants et autres titres), des titres, des obligations, des prêts et autres instruments ou titres de dette similaires, des créances commerciales ou autres formes de créances, des obligations (notamment, sans que ceci soit limitatif, des obligations de couvertures synthétiques), d'acquies des droits ou des participations dans des prêts ou contrats sur des produits dérivés ou autres instruments, de conclure des contrats relatifs à ce portefeuille et de fournir des gages, garanties et autres sûretés de toutes sortes soumis à une quelconque loi et accordés à des entités luxembourgeoises ou étrangères.

2.2 La Société a le droit d'octroyer des prêts, garanties ou tout autre forme de financement à toute entité luxembourgeoise ou étrangère, étant entendu que la Société n'entrera dans aucune opération qui ferait qu'elle soit engagée dans toute activité qui serait considérée comme une activité réglementée du secteur financier.

2.3 La Société peut également:

(a) réunir des fonds, incluant mais non limité à l'émission des billets à ordre, des titres, des obligations et autres dettes, utiliser des instruments financiers dérivés ou autres et conclure des emprunts ou tout autre forme de moyen de crédit;

(b) entrer dans toute forme de contrats de crédit dérivés tels que, mais sans que cela soit limitatif, des contrats de swap en vertu desquels la Société fournira une protection de crédit à la contre-partie;

(c) accorder des sûretés en garantie des fonds obtenus par le biais notamment de l'émission d'obligations et de titres, et accorder des garanties pour les engagements consentis par la Société;

(d) conclure des contrats et notamment, sans que cette liste soit limitative:

(i) des contrats de garantie, des accords de distribution, des contrats de gestion, des contrats de conseil, des contrats d'administration et autres contrats de services, des contrats de vente, en relation avec les capitaux que la Société s'est procurée;

(ii) des contrats d'échange sur devises et/ou taux d'intérêts et tous autres contrats sur des produits dérivés en relation avec les objets mentionnés dans l'article 2.3 (a), (b) (c) et (d) (i) ci-dessus; et

(iii) des contrats bancaires, contrats de facilités de crédit, des contrats d'assurance-crédit et des contrats portant sur des garanties en relation avec les objets mentionnés dans l'article 2.3 (a), (b), (c) et (d) (i) et (ii) ci-dessus.

2.4 La Société peut réaliser toutes les opérations juridiques, commerciales, techniques ou financières et en général toutes les opérations nécessaires ou utiles à l'accomplissement de son objet social et toutes les opérations de nature à faciliter directement ou indirectement l'accomplissement de celui-ci dans tous les secteurs mentionnés ci-dessus.

Art. 3. Siège social

3.1 Le siège social est établi dans la ville de Luxembourg.

3.2 Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant comme il est prévu à l'article 12 ci-dessous relatif à la modification des Statuts.

3.3 Le siège social peut être déplacé à l'intérieur de la commune par décision du gérant unique, ou en cas de pluralité de gérants, par le conseil de gérance de la Société.

3.4 Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Cette mesure n'a pas d'effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert, conservera la nationalité luxembourgeoise. Pareille décision de transfert du siège social sera prise par le conseil de gérance.

3.5 La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 4. Durée de la société

4.1 La Société est constituée pour une durée illimitée.

4.2 La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite de l'associé unique.

Capital - Parts sociales

Art. 5. Capital social

5.1 Le capital social est fixé à douze mille cinq cents Euros (EUR 12.500,-) représenté par cinq cents (500) parts sociales (les "Parts Sociales") ayant une valeur nominale de vingt-cinq Euros (EUR 25,-) chacune.

5.2 Le capital peut être modifié à tout moment par une décision du/des associé(s) en conformité avec l'article 12 des Statuts.

5.3 La Société peut procéder au rachat de ses propres parts sociales dans les limites prévues par la Loi.

Art. 6. Parts sociales

6.1 Chaque part sociale donne droit à une fraction des actifs et bénéfices de la Société, en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

6.2 Envers la Société, les parts sociales de la Société sont indivisibles, puisqu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

Art. 7. Cession de parts sociales

7.1 Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul associé, les parts sociales de la Société détenues par celui-ci sont librement transmissibles.

7.2 En cas de pluralité d'associés, les parts sociales détenues par les associés existants sont librement cessibles entre les associés existants.

7.3 Les parts sociales ne peuvent être transférées à des non associés sans l'accord des associés représentant au moins trois-quarts du capital social.

Gérance

Art. 8. Conseil de Gérance

8.1 La Société est gérée par un ou plusieurs gérant(s) nommé(s) par résolution des associé(s). En cas de pluralité de gérants, ceux-ci formeront un conseil de gérance.

8.2 Les gérants ne sont pas obligatoirement associés. Les gérants peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans justification, par une résolution de(s) associé(s).

Art. 9. Pouvoirs du conseil de gérance

9.1 Dans les rapports avec les tiers, le gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance a tous les pouvoirs pour agir en toute circonstance au nom de la Société et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformes à l'objet social de la Société.

9.2 Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les présents Statuts seront de la compétence du gérant unique, ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

9.3 La Société sera valablement engagée envers les tiers par la seule signature du gérant unique, ou en cas de pluralité de gérants, par la seule signature de tout gérant.

9.4 Le gérant unique, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance aura le pouvoir de donner des procurations spéciales pour des affaires déterminées à un ou plusieurs agents ad hoc, et déterminera les responsabilités de l'agent en question et sa rémunération (le cas échéant), la durée de la période de représentation et autres conditions de la représentation.

Art. 10. Réunions et décisions du conseil de gérance

10.1 Le conseil de gérance pourra élire un président parmi ses membres. Si le président est empêché, sa place sera remplacée par une élection parmi les gérants présents lors de la réunion.

10.2 Le conseil de gérance peut élire parmi les membres du conseil de gérance un secrétaire qui sera un gérant résidant à Luxembourg (le "Secrétaire").

10.3 Les réunions du conseil de gérance auront généralement lieu trimestriellement et des réunions spéciales peuvent toujours être convoquées conformément aux dispositions de l'article 10.4 si les circonstances le requièrent.

10.4 Les réunions du conseil de gérance seront convoquées par le Secrétaire à la demande d'un gérant ou autrement.

10.5 Sous réserve de l'article 10.6, les réunions du conseil de gérance seront convoquées par écrit par convocation d'au moins 7 jours calendaires. Toute convocation inclura les détails de toutes les résolutions à proposer à la réunion et le conseil de gérance ne peut valablement délibérer et aucune décision ne peut être prise lors de la réunion sur des matières qui ne sont pas incluses dans la convocation, sauf lorsque ces délibérations et les décisions relevantes sont faites avec approbation de tous les gérants (qu'ils soient présents ou représentés).

10.6 Le conseil de gérance pourra valablement délibérer sans convocation préalable lorsque tous les gérants sont présents ou représentés et ont renoncé à la convocation par écrit. Le procès-verbal sera signé par tous les gérants présents à la réunion.

10.7 Le conseil de gérance ne pourra valablement délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée. Les décisions du conseil de gérance sont adoptées à la majorité simple.

10.8 Tout gérant peut être représenté par un autre gérant à une réunion du conseil de gérance.

10.9 Un ou plusieurs gérants peuvent participer à une réunion par conférence téléphonique ou par des moyens de communication similaires initiés à partir du Luxembourg et permettant ainsi à plusieurs personnes qui y participent de communiquer simultanément les unes avec les autres.

10.10 Une décision écrite signée par tous les gérants sera aussi valable et efficace que si elle avait été prise lors d'une réunion du conseil dûment convoquée et tenue. Cette décision pourra être documentée par un seul document ou par plusieurs documents séparés ayant le même contenu et signé(s) par tous les membres du conseil de gérance.

Art. 11. Responsabilité des gérants

11.1 Les membres du conseil de gérance ne contractent à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relative aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société.

Décisions des associés

Art. 12. Décisions des associés - Assemblées générales

12.1 L'associé unique exerce tous les pouvoirs qui sont conférés à l'assemblée générale des associés.

12.2 En cas de pluralité d'associés, chaque associé peut prendre part aux décisions collectives, indépendamment du nombre de parts sociales qu'il détient.

12.3 Chaque part sociale donne droit à un vote.

12.4 Les décisions collectives sont valablement prises si elles sont adoptées par les associés détenant plus de la moitié du capital social. Toutefois, les décisions de modifier les présents Statuts ne seront valablement prises que si elles sont adoptées par la majorité des associés détenant au moins trois quarts du capital social de la Société, sans préjudice des dispositions de la Loi. La nationalité de la Société peut être modifiée et les engagements des associés être augmentés seulement avec l'accord unanime des associés.

12.5 La tenue d'assemblée générale ne sera pas obligatoire si la Société compte moins de vingt-cinq associés. Dans ce cas, chaque associé recevra le texte exact des résolutions ou décisions à adopter et exprimera son vote par écrit.

12.6 De telles assemblées générales des associés peuvent être tenues aux lieux au Grand-Duché de Luxembourg et aux dates indiquées dans les convocations.

12.7 Si tous les associés sont présents ou représentés et renoncent aux formalités de convocation, l'assemblée générale des associés peut avoir lieu sans convocation préalable.

12.8 Les associés peuvent être représentés aux assemblées générales par d'autres personnes qui ne doivent pas nécessairement être des associés.

Exercice social - Comptes annuels

Art. 13. Exercice social

13.1 L'exercice social commence chaque année le premier jour de janvier et se termine le dernier jour de décembre.

Art. 14. Résultats sociaux

14.1 Chaque année, à la fin de l'exercice social, le gérant unique, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance prépare les comptes annuels de la Société en conformité avec les dispositions légales en vigueur.

14.2 Chaque associé (ou son mandataire) peut avoir accès aux comptes annuels au siège social de la Société, en conformité avec les dispositions légales en vigueur.

Art. 15. Répartition des bénéfices

15.1 Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges constituent le bénéfice net. Un montant équivalent à cinq pour cent (5%) du bénéfice net de la Société est alloué à la réserve légale, jusqu'à ce que celle-ci atteigne dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

15.2 Le solde des bénéfices nets peut être distribué au(x) associé(s) en proportion avec son/leur participation dans le capital de la Société.

15.3 Malgré les dispositions précédentes, le gérant unique ou en cas de la pluralité de gérants, le conseil de gérance peut décider de payer des dividendes intérimaires au(x) associé(s) avant la fin de l'exercice social sur la base d'une situation de comptes montrant que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que (i) le montant à distribuer ne peut pas excéder, si applicable, les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social, augmentés des bénéfices reportés et des réserves distribuables, mais diminués des pertes reportées et des sommes allouées à la réserve établie selon la Loi ou selon ces Statuts et que (ii) de telles sommes distribuées qui ne correspondent pas aux bénéfices effectivement réalisés seront remboursées par l'associé(s).

Dissolution - Liquidation

Art. 16. Dissolution, Liquidation

16.1 La Société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale des associés.

16.2 Un associé unique peut décider de dissoudre la Société et de procéder à sa liquidation en prenant personnellement à sa charge tous les actifs et passifs, connus et inconnus, de la Société.

16.3 Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et rémunérations.

Loi applicable

Art. 17. Loi applicable

17.1 Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une stipulation spécifique par les Statuts, il est fait référence à la Loi.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social de la Société commencera le jour de sa constitution et finira le 31 décembre 2008.

Souscription - Libération

Le capital social a été souscrit comme suit:

Pramerica Property Partners Fund (UK), L.P.	500	Parts Sociales
Total: cinq cents Parts Sociales	500	Parts Sociales

Toutes les Parts Sociales ont été intégralement libérées par des versements en numéraire de sorte que la somme de douze mille cinq cents Euros (EUR 12.500,-) correspondant au montant du capital social souscrit se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à environ mille cinq cents Euros (EUR 1.500,-).

Assemblée Générale

Immédiatement après la constitution de la Société, la comparante précitée, représentant la totalité du capital social, exerçant les pouvoirs de l'assemblée, a pris les résolutions suivantes:

1. L'associé unique a décidé de nommer les suivants en tant que gérants de la Société pour une période indéterminée:

- M. Philip BARRETT, né le 5 mai 1968 à Aylesbury Buckinghamshire, Royaume-Uni, ayant sa résidence professionnelle à Grand Buildings, 1-3 Strand, Londres WC2N 5HR, Royaume-Uni;

- M. Kaushik SHAH, né le 15 janvier 1957 à Mwanza, Tanzanie, ayant sa résidence professionnelle à Grand Buildings, 1-3 Strand, Londres WC2N 5HR, Royaume-Uni; et

- M. Benjamin PENALIGGON, né le 8 mars 1964 à Chard, Royaume-Uni, ayant sa résidence professionnelle à Grand Buildings, 1-3 Strand, Londres WC2N 5HR, Royaume-Uni.

Conformément à l'article 9.3 des Statuts, la Société sera valablement engagée envers les tiers par la seule signature de tout gérant.

2. Le siège social est au 9A, boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle anglais, déclare que la comparante l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: C. Petit et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg AC, le 17 octobre 2008. LAC/2008/42216. Reçu soixante-deux euros cinquante cents. Eur 0,5% = 62,50 EUR.

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

Pour copie conforme, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 octobre 2008.

Martine SCHAEFFER.

Référence de publication: 2008136348/5770/436.

(080159590) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 octobre 2008.

Makeland Trading and Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1450 Luxembourg, 73, Côte d'Eich.

R.C.S. Luxembourg B 90.830.

L'an deux mille huit, le quinze octobre.

Par-devant Nous, Maître Henri Hellinckx, notaire résidant à Luxembourg.

S'est tenue l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de MAKELAND TRADING AND INVESTMENTS S.A., société anonyme, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous la section B numéro 90.830 et ayant son siège social à L-1450 Luxembourg, 73, Côte d'Eich, constituée par acte reçu par Maître Paul Frieders, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 30 décembre 2002, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 209 du 26 février 2003.

L'assemblée générale extraordinaire a été ouverte par Madame Doris Marliani, demeurant professionnellement à Luxembourg,

qui désigne comme secrétaire Madame Arlette Siebenaler, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Madame Annick Braquet, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le bureau de l'assemblée étant ainsi constitué, le président expose et prie le notaire d'acter ce qui suit:

I) L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

1. Modification de la valeur nominale de chaque action de EUR 100,- (cent euros) à EUR 50,- (cinquante euros) et augmentation corrélative du nombre d'actions émises sans modification du montant du capital social;

2. Modification de l'article 5 des statuts de la Société afin de tenir compte de la précédente modification concernant le changement de la valeur nominale de chaque action.

II) Les actionnaires présents ou représentés, les procurations des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions que chacun d'entre eux détient sont repris sur une liste de présence, laquelle, après avoir été signée par les actionnaires ou leurs mandataires et par les membres du Bureau, sera annexée au présent acte pour être soumise simultanément à l'enregistrement.

Les procurations des actionnaires représentés, signées "ne varietur" par les personnes présentes et le notaire instrumentant, seront également annexées au présent acte pour être soumis simultanément à l'enregistrement.

III) Il résulte de ladite liste de présence que toutes les actions représentant l'intégralité du capital social sont présentes ou représentées à cette assemblée, laquelle est dès lors régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur tous les points de l'ordre du jour dont les actionnaires ont été dûment informés avant cette assemblée.

Après délibération, l'assemblée prend, chaque fois à l'unanimité, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de modifier la valeur nominale de chaque action de EUR 100,- (cent euros) à EUR 50,- (cinquante euros). En conséquence, le nombre d'actions émises sera augmenté de 310 (trois cent dix) actions à 620 (six cent vingt) actions sans modification du montant du capital social.

Deuxième résolution

En conséquence de la résolution qui précède, l'assemblée décide de modifier le premier alinéa de l'article 5 des statuts comme suit:

«Le capital social s'élève à trente et un mille euros (31.000,- EUR) représenté par six cent vingt (620) actions d'une valeur nominale de cinquante euros (50,- EUR) chacune.»

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges quelconques qui incombent à la société du fait de ce document sont estimés à environ EUR 800,- (huit cents euros).

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture faite aux comparants, connus du notaire instrumentant par leurs nom, prénom usuel, état civil et domicile, ces derniers ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: D. MARLIANI, A. SIEBENALER, A. BRAQUET et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 20 octobre 2008. Relation: LAC/2008/42426. - Reçu douze euros (12,- EUR).

Le Receveur (signé): F. SANDT.

Pour copie conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 octobre 2008.

Henri HELLINCKX.

Référence de publication: 2008135973/242/55.

(080158823) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2008.

Treveria Seven S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 125.033.

In the year two thousand and eight, on the tenth day of July.

Before Maître Paul Bettingen, notary residing in Niederanven (Grand Duchy of Luxembourg).

There appeared:

Treveria G S.à r.l, a limited liability company formed and existing under the laws of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under registration number B 116.356, having its registered office at 7A, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, here represented by Samir El Moussaoui, private employee professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

Which proxy shall be signed 'ne varietur' by the appearing person and the undersigned notary and shall be attached to the present deed for the purpose of registration.

The above named party, represented as mentioned above, declares:

I. That Treveria G S.à r.l., prenamed, is the sole shareholder of Treveria Seven S.à r.l., a société à responsabilité limitée with registered office at 7A, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under registration number B 125.033 (the "Company"), incorporated by deed of notary Joseph Elvinger on February 16, 2007, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 841 of May 10, 2007; and whose Articles of Association have been lastly modified by deed enacted on January 11, 2008 by Notary Joseph Elvinger, published in the Memorial C Recueil des Sociétés et Associations number 740, on March 27, 2008.

II. That the capital of the Company is fixed at two million five hundred twelve thousand five hundred euros (2,512,500.- €) represented by one hundred thousand five hundred (100,500) shares having a nominal value of twenty-five euros (25.- €) each, entirely subscribed for and fully paid up.

After this had been set forth, the above named shareholder of the Company, representing the entire capital of the Company, now requests the undersigned notary to record the following resolutions:

First resolution

The sole shareholder of the Company decides to increase the capital of the Company by an amount of 2,810,000 - € (TWO MILLION EIGHT HUNDRED TEN THOUSAND EUROS) so as to bring it from 2,512,500.-€ (TWO MILLION FIVE HUNDRED TWELVE THOUSAND FIVE HUNDRED EUROS) to 5,322,500 - € (FIVE MILLION THREE HUNDRED TWENTY-TWO THOUSAND FIVE HUNDRED EUROS) by the issue of 112,400 (ONE HUNDRED TWELVE THOUSAND FOUR HUNDRED) new shares, all with a par value of 25.- € (TWENTY-FIVE EUROS) each.

Subscription and payment

The new shares have all been subscribed for as follows:

- 112,400 (ONE HUNDRED TWELVE THOUSAND FOUR HUNDRED) new shares by Treveria G S.à r.l., prenamed and paid up by a contribution in cash for an aggregate amount of 2,810,000 - € (TWO MILLION EIGHT HUNDRED TEN THOUSAND EUROS),

which are now at the disposal of the Company, evidence of which has been given to the notary.

Second resolution

The sole shareholder of the Company decides to subsequently amend article 6 of the current articles of association of the Company so as to reflect the above capital increase as follows:

" **Art. 6.** The capital is fixed at 5,322,500 - € (FIVE MILLION THREE HUNDRED TWENTY-TWO THOUSAND FIVE HUNDRED EUROS), represented by 212,900 (TWO HUNDRED TWELVE THOUSAND NINE HUNDRED) shares, with a nominal value of 25.- € (TWENTY-FIVE EUROS) each, entirely subscribed for and fully paid up."

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges, in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed, are estimated approximately at seventeen thousand Euro (€ 17,000.-).

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the appearing parties and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF the present notarial deed was drawn up in Senningerberg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, who is known to the notary by surname, given name, civil status and residence, said person signed together with the notary the present deed.

Follows the French version:

L'an deux mille huit, le dix juillet,

Par-devant Maître Paul Bettingen, notaire de résidence à Niederanven, Grand Duché de Luxembourg.

A comparu:

Treveria G S.à r.l., une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 7A, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg sous le numéro B 116.356 représentée par Samir El Moussaoui, employé privé demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Laquelle procuration est signée 'ne varietur' par le mandataire du comparant susnommé et le notaire soussigné et restera annexée au présent acte aux fins d'enregistrement.

Lequel comparant, représenté comme dit ci-avant, déclare que:

I. Treveria G S.à r.l., susnommé, est le seul associé de Treveria Seven S.à r.l., une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 7A, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg sous le numéro B 125.033 (la "Société"), constituée suivant acte du notaire Joseph Elvinger le 16 février 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 841 du 10 mai 2007; et dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte reçu le 11 janvier 2008 par le notaire Joseph Elvinger, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations, numéro 740, du 27 mars 2008.

II. Le capital social de la société est fixé à deux millions cinq cent douze mille cinq cents euro (2.512.500- €) divisé en cent mille cinq cents (100.500) parts sociales de vingt cinq euro (25,-€) chacune, entièrement souscrites et libérées.

Ceci ayant été exposé, l'associé prénommé de la Société, représentant l'intégralité du capital de la Société, requiert désormais le notaire instrumentaire de prendre acte des décisions suivantes:

Première résolution

L'associé unique de la Société décide à l'unanimité d'augmenter le capital de la Société à concurrence d'un montant de 2.810.000.- € (DEUX MILLIONS HUIT CENT DIX MILLE EUROS) pour le porter de 2.512.500.- € (DEUX MILLIONS CINQ CENT DOUZE MILLE CINQ CENTS EUROS) à 5.322.500.- € (CINQ MILLIONS TROIS CENT VINGT-DEUX MILLE CINQ CENTS EUROS) par l'émission de 112.400 (CENT DOUZE MILLE QUATRE CENTS) parts sociales nouvelles, ayant une valeur nominale de 25.- € (VINGT-CINQ EUROS) chacune.

Souscription et libération

Les parts sociales nouvelles ont été toutes souscrites comme suit:

- 112.400 (CENT DOUZE MILLE QUATRE CENTS) parts sociales nouvelles par Treveria G S.à r.l. et entièrement libérées par un apport en espèces à concurrence d'un montant de 2.810.000.- € (DEUX MILLIONS HUIT CENT DIX MILLE EUROS) qui sont à la disposition de la Société, tel qu'il a été certifié au notaire instrumentaire.

Deuxième résolution

L'associé unique de la Société décide à l'unanimité de modifier l'article 6 des statuts actuels de la Société de manière à refléter l'augmentation de capital ci-dessus comme suit:

« **Art. 6.** Le capital social de la société est fixé à 5.322.500.- € (CINQ MILLIONS TROIS CENT VINGT-DEUX MILLE CINQ CENTS EUROS) divisé en 212.900 (DEUX CENT DOUZE MILLE NEUF CENTS) parts sociales, ayant une valeur nominale de 25.- € (VINGT-CINQ EUROS) chacune, entièrement souscrites et libérées.»

Coûts

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société en raison du présent acte, s'élèvent approximativement à dix-sept mille Euro (€ 17.000,-).

Le notaire instrumentant, qui parle et comprend l'anglais, déclare par la présente que sur demande du comparant, le présent document a été établi en langue anglaise, suivi d'une version française. Sur demande du même comparant et en cas de divergences entre la version anglaise et la version française, le texte anglais prévaudra.

DONT ACTE, fait et passé à Senningerberg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire instrumentaire par nom, prénom, état et demeure, ledit comparant a signé ensemble avec le notaire le présent acte.

Signé: El Moussaoui, Paul Bettingen.

Enregistré à Luxembourg, A.C., le 17 juillet 2008, LAC/2008/29611. — Reçu à 0,50%: quatorze mille et cinquante euros (€ 14.050.-).

Le Receveur (signé): Francis Sandt.

Pour copie conforme délivrée à la société aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 20 octobre 2008.

Paul BETTINGEN.

Référence de publication: 2008135871/202/109.

(080158900) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2008.

Timba S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1720 Luxembourg, 6, rue Heinrich Heine.
R.C.S. Luxembourg B 72.993.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 octobre 2008.

Signature
Un mandataire

Référence de publication: 2008135802/263/14.

Enregistré à Luxembourg, le 16 octobre 2008, réf. LSO-CV05171. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080158590) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2008.

Pneu S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1720 Luxembourg, 6, rue Heinrich Heine.
R.C.S. Luxembourg B 59.308.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 octobre 2008.

Signature
Un mandataire

Référence de publication: 2008135800/263/14.

Enregistré à Luxembourg, le 16 octobre 2008, réf. LSO-CV05168. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080158587) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2008.

Permanent Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1720 Luxembourg, 6, rue Heinrich Heine.
R.C.S. Luxembourg B 113.058.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 octobre 2008.

Signature
Un mandataire

Référence de publication: 2008135799/263/14.

Enregistré à Luxembourg, le 16 octobre 2008, réf. LSO-CV05167. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080158585) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2008.

Accenture International, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 79.873.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 octobre 2008.

Martine SCHAEFFER
Notaire

Référence de publication: 2008135830/5770/12.

(080158715) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2008.
